

MAGAZINE D'INFORMATION RÉGIONALE

NEWS D'ILL

Malaise identitaire

Départementales

Tentés par le repli régionaliste,
les Alsaciens ont conforté la droite
lors du dernier scrutin.

Les cartes des résultats 4

Cantons d'un nouveau genre 6

Pascale Jurdant-Pfeiffer : « J'avais l'impression d'être la gentille fille »	8
Christine Plas : « Je suis fière de représenter le Parti socialiste »	9
Jonas Schiff : Cheminot à l'école des jeunes communistes	9
Mutzig, un canton de Bruche et de Broque	10

Fort-Louis sur la ligne du Front 12

L'Alsace, trente ans de FN	12
A Mulhouse, des quartiers délaissés et sans voix	14
Dans la famille FN, je demande... ..	15
Au Stockfeld, le FN à la pression	16
Gautier Deisz : « Je m'étais dit qu'on allait me rire au nez »	17

Vous ne fusionnez pas l'Alsace et la Lorraine 18

Anti-fusion, tu perds ton sang-froid	21
C'est la musique qu'on « alsassine »	21
Les régionalistes se racontent une histoire	22
Dans le canton d'Ingwiller, Unser Land en terre de mission	23
Nadia Hoog : Engagée contre « le jacobinisme parisien »	23

Le PEJ communautaire 25

Muhammet Cavus : « Le PS est devenu une gauche caviar »	25
Les urnes ont-elles toujours la foi ?	26
A Strasbourg, le FN n'est pas casher	27
La France fermée aux statistiques ethniques	27

NEWS D'ILL

**Centre universitaire
d'enseignement
du journalisme (CUEJ),
Université de Strasbourg.**
11 rue du Maréchal-Juin
CS 10068 67046 Strasbourg
Tél : 03 68 85 83 00
cuej.unistra.fr
www.cuej.info

**DIRECTRICE DE
LA PUBLICATION**
Nicole Gauthier

ENCADREMENT
Philippe Breton, Laurence
Defranoux, Nicole Gauthier,
Daniel Muller, Stéphanie Peurière

RÉDACTEUR EN CHEF
Alexis Boyer

ICONOGRAPHIE
Luana Sarmini-Buonaccorsi

CHEF D'ÉDITION
Gabriel Pornet

RÉALISATION :
Maxime Battistella, Samuel Bleyne,
Raphaël Boukandoura, Alexis Boyer,
Rémi Carlier, Hélène Deplanque,
Assata Frauhammer, Manuel
Fritsch, Célia Garcia-Montero,
Anne-Claire Gross, Mark Ionesco,
Jonathan Klur, Pierre Lemerle,
Maud Lescoffit, Anika Maldacker,
Laurine Personeni, Thibault Petit,
Hélène Perrin, Gabriel Pornet,
Julien Pruvost, Arnaud Salvat,
Luana Sarmini-Buonaccorsi, Valérie

Schaub, Nicolas Skopinski, Maurane
Speroni, Charles Thiallier, Alexandra
Zevallos-Ortiz

PHOTO DE UNE
Julien Pruvost

INFOGRAPHIES
Rémi Carlier,
Célia Garcia-Montero,
Anne-Claire Gross,
Hélène Perrin,
Julien Pruvost, Arnaud Salvat

La grogne alsacienne

En pleine contestation de la réforme territoriale, les élections départementales des 22 et 29 mars ont pris un sens particulier en Alsace. Ces derniers mois, la crainte d'une identité diluée dans la future grande région Alsace-Lorraine-Champagne-Ardenne avait réveillé le sentiment régionaliste et surpris le monde politique. On le croyait sagement rangé dans les livres d'histoire de l'autonomisme alsacien, réduit au vin et autres cigognes par un tourisme folklorisant. Mais les manifestations ne se sont pas essouffées et les collectifs a-partisans se sont multipliés. Sans que le parti autonomiste Unser Land n'en profite. Désormais, l'identité alsacienne se revendique. Avec, déjà, des dérives : fantasmes d'une suppression du droit local, attaques véhémentes contre les partisans de la fusion, menaces physiques de la part des plus extrémistes.

Au lendemain du second tour, le Haut-Rhin et le Bas-Rhin sont – sans surprise – restés à droite. L'enjeu n'était pas vraiment là, dans une région où la gauche peine plus que jamais à exister. Elle se retrouve de plus en plus confinée à son dernier bastion, Strasbourg.

Le fait religieux détermine de moins en moins le vote et n'explique plus le tropisme alsacien pour la droite. Mais il reste important dans une région très attachée au Concordat et ce sont aujourd'hui

les communautés musulmanes que certains partis tentent d'unifier sur le plan électoral.

Si les partis de droite remportent les sièges, l'abstention et le Front national font recette. Le vote FN, ancien dans la région, où il a cohabité un temps avec celui d'Alsace d'abord, se vivait autrefois en secret, dans une région encore traumatisée par l'occupation nazie. Aujourd'hui, il ne se cache plus et recrute partout, dans les campagnes aisées du nord de l'Alsace, dans les quartiers populaires de Mulhouse et de Strasbourg, dans les zones périurbaines et les vallées vosgiennes fragilisées par la crise. Dans les témoignages que nous avons recueillis, la hantise de l'immigration motive souvent seule ce vote, dans une Alsace encore peu sensible aux accents anti-européens du parti version Marine Le Pen.

En dépit de résultats attendus, ces élections relookées ont bouleversé la représentation politique départementale. Exit le mode de scrutin uninominal des défunts conseils généraux. L'élection de 40 binômes homme-femme en Alsace, dans des cantons agrandis, a obligé les partis à modifier leurs stratégies de recrutement et pourrait faire disparaître la figure du notable. Elle a déjà eu un grand mérite, dans la région comme en France : s'attaquer à la grande tradition du machisme politique dans les départements.

Alexis Boyer

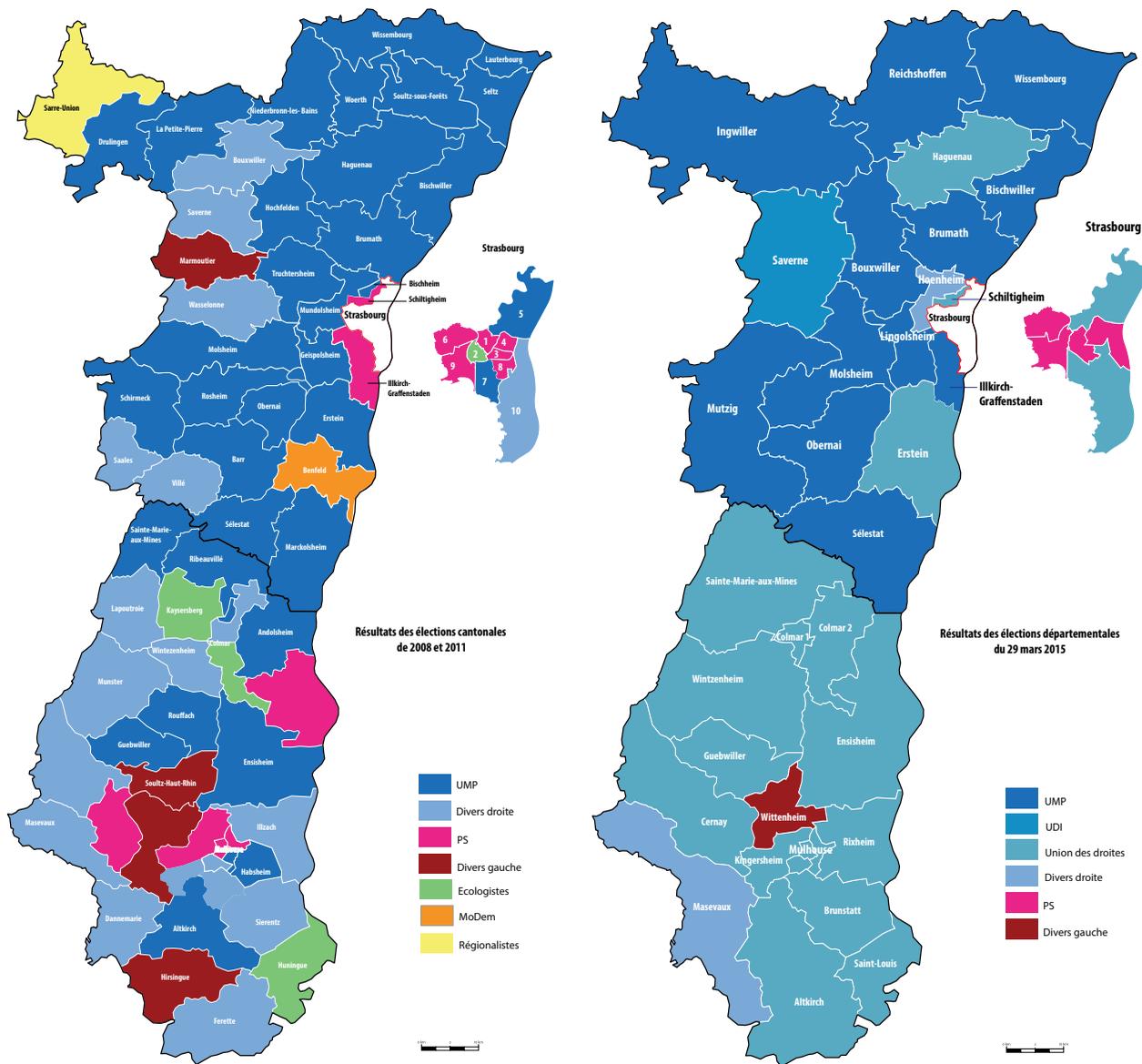
**Manifestation
contre la
fusion des
régions, le
14 mars à
Strasbourg.**



Assata Frauhammer/Cuej

L'Alsace plus bleue que jamais

Strasbourg fait figure d'îlot socialiste au milieu de terres ancrées à droite. Le Front national perce mais n'obtient pas de sièges au conseil départemental.



Sans surprise, l'Alsace reste à droite. L'alliance UMP-UDI a brisé la vague bleue Marine durant le second tour. Mais le Front national s'est qualifié à l'issue du premier tour dans 30 cantons sur 40, sans pour autant envoyer d'élus au Conseil départemental. Avec 27,86 % des suffrages dans le Bas-Rhin et 30,56 % dans le Haut-Rhin, il a même été en tête dans neuf cantons, frôlant les 40 % dans

celui de Wittenheim (39,3%), meilleur score du parti frontiste en Alsace, face à un binôme divers-gauche (25,2%). Le parti de Marine Le Pen, qui avait réussi à présenter un binôme dans chacun des cantons, confirme ainsi 30 ans d'implantation locale, améliorant sa performance de 2012 (21,21 % dans le Bas-Rhin et 23,43 % dans le Haut-Rhin) et confortant celle des européennes de 2014 (respectivement 25,31 % et 30,05%).

Pas assez pour inquiéter l'UMP et l'UDI qui, contrairement à la consigne nationale, ont choisi de faire route séparée dans huit cantons, notamment à Hoenheim, où un binôme UMP l'a emporté au second tour sur un dissident. La gauche est laminée. Seule bonne nouvelle pour le parti au pouvoir, malgré le désamour national, le PS s'est plutôt bien défendu à Strasbourg où il conserve quatre cantons sur six, sans avoir réussi à gagner le canton

*Cuej infographies-
Anne-Claire Gross,
Alexis Boyer,
Julien Pruvost*
/ Sources :
Ministère de
l'Intérieur

Le FN présent dans trois cantons sur quatre au second tour

4 où se présentait Alain Fontanel, le premier adjoint au maire de Strasbourg. En revanche, la gauche a pratiquement disparu du Haut-Rhin. Seul le canton de Wittenheim reste coloré de rose pâle, grâce à la victoire du binôme PS-divers gauche (51,38%), face à celui du FN (48,02 %). Le bleu a recouvert entièrement Mulhouse, où la droite l'a emporté face au FN.

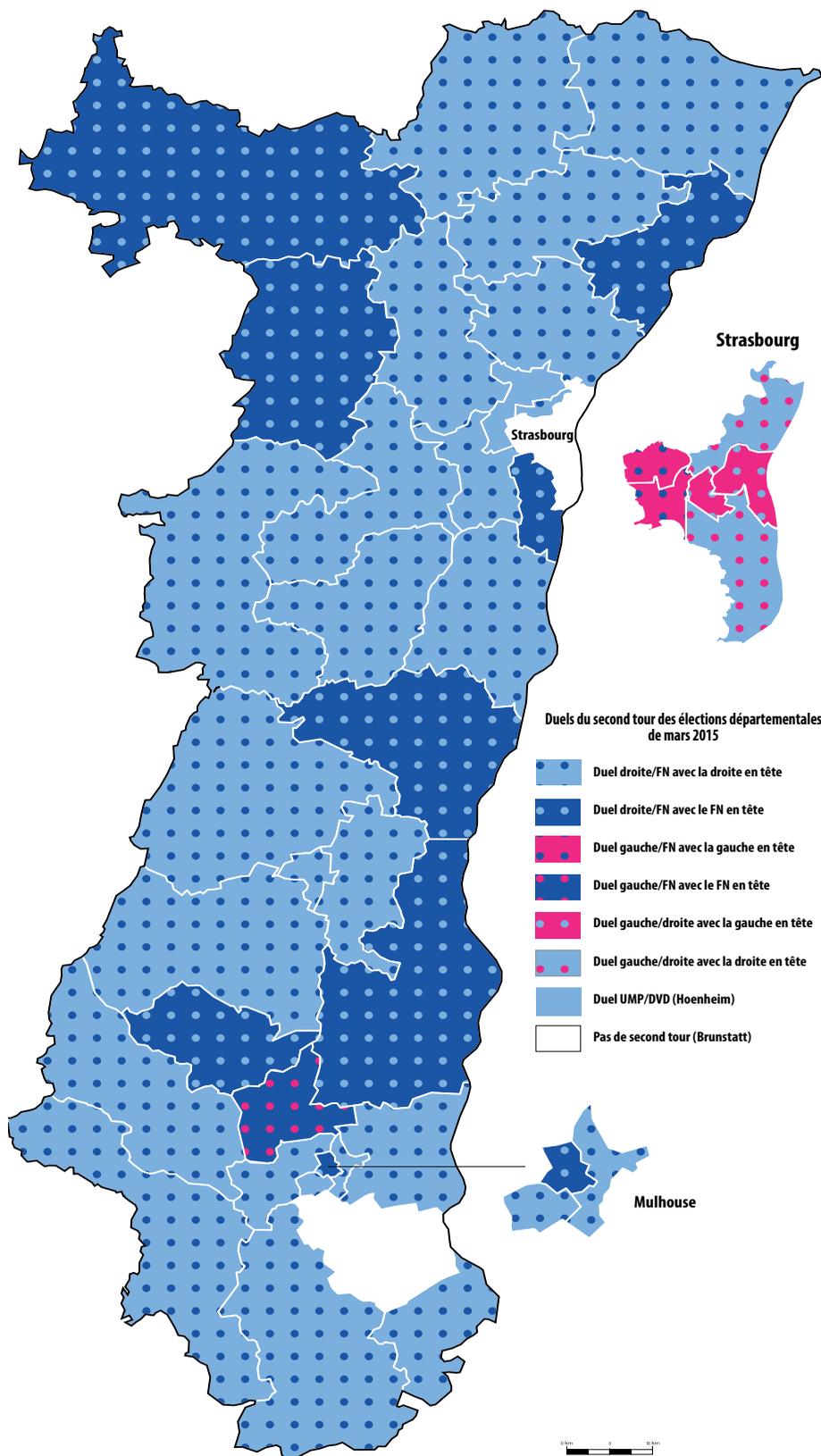
Echec des régionalistes

Les régionalistes d'Unser Land (UL) n'ont pas réussi à percer, malgré l'expression croissante de l'identité alsacienne. UL a investi 22 cantons et a réussi à dépasser les 20 % de suffrages à Saint Louis (Haut-Rhin) et à Wissembourg (Bas-Rhin). Le parti régionaliste a fait mieux que le PS dans deux cantons, celui de Molsheim (12,3 % des voix contre 9,21 pour le parti de la majorité gouvernementale), et celui d'Erstein (10,5% contre 8,6 %).

Le Parti égalité justice (PEJ), jeune parti mené par des candidats d'origine turque, était quant à lui présent dans quatre cantons. Il n'a pas dépassé la barre des 4%, score maximal atteint à Colmar 1 qui s'étend d'Ingersheim jusqu'à l'Ouest de Colmar.

Quant aux écologistes, ils ont perdu leurs quatre cantons alsaciens, et disparaissent ainsi de l'échiquier politique régional. L'abstention a atteint en Alsace 53,45 % au second tour, tandis qu'à l'échelle nationale, elle s'élevait à 50,02 %. Deux cantons, Strasbourg 3 (quartiers populaires de HautePierre) et Mulhouse 2 (quartiers populaires du nord-ouest), battent le record avec 64,34% d'abstention, tandis que la palme de la participation revient à Ensisheim (Haut-Rhin), avec 53,37% de votants.

Anne-Claire Gross
et Julien Pruvost



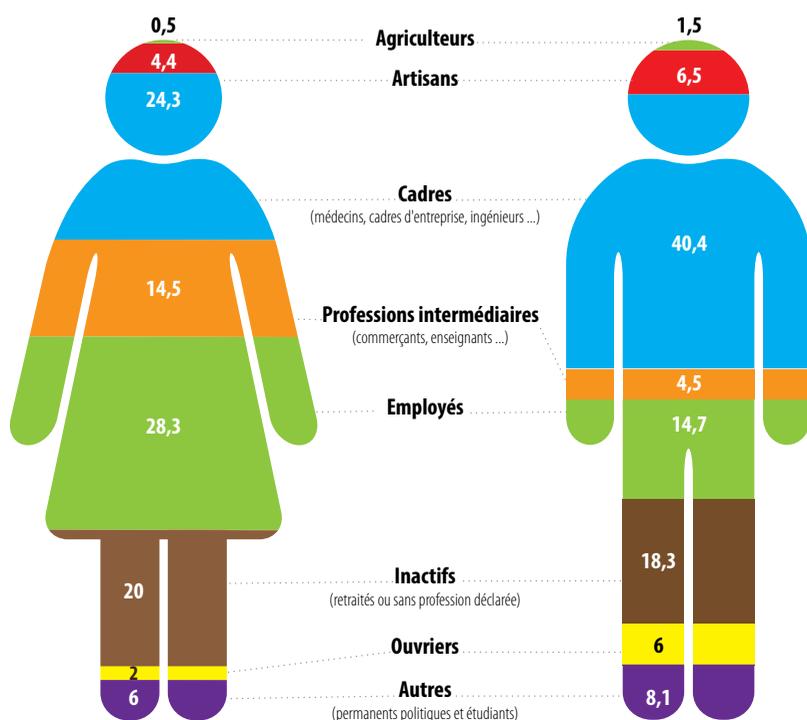
Cantons d'un nouveau genre

Le redécoupage des cantons et l'obligation de présenter des binômes hommes-femmes ont changé le paysage politique alsacien. Contrairement à la droite, la gauche a peiné à couvrir l'ensemble du territoire. Tandis que le Front national est parvenu à envoyer un binôme dans chaque canton.

Même le président ne s'y retrouve plus ! Invité à Strasbourg pour une réunion de soutien, Christian Estrosi, président de la commission nationale d'investiture de l'UMP, avoue n'avoir toujours pas « *compris comment ça marchait* ». « Ça », c'est la désignation de candidats pour les nouvelles élections départementales.

Il n'est pas le seul. L'ancienne élection cantonale a été profondément remaniée. De nouveaux cantons, plus grands, et un vote non plus pour un candidat, mais pour un binôme composé obligatoirement d'un homme et d'une femme. L'Alsace passe ainsi de 75 à 40 cantons renouvelables tous les six ans. L'objectif de ces tickets paritaires est de mettre fin à l'élu local tel qu'il est perçu aujourd'hui : un « *notable* » conservant son poste *ad vitam* à l'image de Yves le Tallec, élu à la Robertsau à Strasbourg, se représentant à l'âge de 77 ans après presque 15 années de man-

Des hommes plutôt cadres, des femmes employées



Cuej infographies - Arnaud Salvat / Source : Ministère de l'Intérieur, catégories des CSP de l'Insee

49 ans
âge moyen des candidats

40,4 %
ont déjà un mandat

dat. Avec la réforme, les conseils départementaux d'Alsace seront paritaires.

Les partis annoncent ne pas avoir eu de difficultés majeures pour trouver des prétendants, du moins pour les titulaires. Pour les socialistes et l'UMP, une grande partie des candidates a déjà une expérience politique et a suivi un parcours de désignation « classique ». Chaque section a désigné ses candidats en « interne », explique Aurélien Amm, permanent PS dans le Haut-Rhin. « La plupart du temps, les candidats se sont entendus pour qu'il n'y ait pas de confrontation lors de primaires. »

La pêche aux candidats...

Chez les Verts, ce sont surtout les candidats masculins qui ont été difficiles à recruter, « notamment pour le poste de remplaçant », note Nathalie Palmier, étudiante en commerce international et candidate à Wasselonne. Choix stratégique ou manque de militants ?

« Pas facile de convaincre quelqu'un de voir sa tête affichée partout »

Les Verts ont choisi de présenter majoritairement des personnalités de la société civile. Idem au Front de gauche, où seul un candidat sur trois est encarté.

Parti montant, le Front national est parvenu à couvrir l'ensemble du territoire même si Laurent Gnaedig, chargé de mission au FN Bas-Rhin, a noté une hésitation chez certains candidats. « Ils n'avaient pas forcément indiqué à leurs proches leur mouvance politique jusqu'à présent, analyse-t-il, c'est une sorte de coming-out politique. » Même constat dans le Haut-Rhin où les candidats ont fait leur choix tard, en raison d'une certaine désorganisation du parti. « Les demandes d'investiture sont restées faibles jusqu'au 20 janvier environ », raconte Alain Favaletto, chargé de mission FN dans le Haut-Rhin.

Au final, pas de pénurie mais une sur-représentation du nombre d'hommes par rapport au nombre de femmes à gérer – 20% de

femmes en moins selon le frontiste. De nombreux prétendants ont dû se satisfaire d'une place sur « liste d'attente ». Le responsable note également que sur 17 candidats dans le Haut-Rhin, 12 sont « vierges d'expérience politique ». Le résultat contraste avec les candidats expérimentés présentés par le PS ou l'UMP.

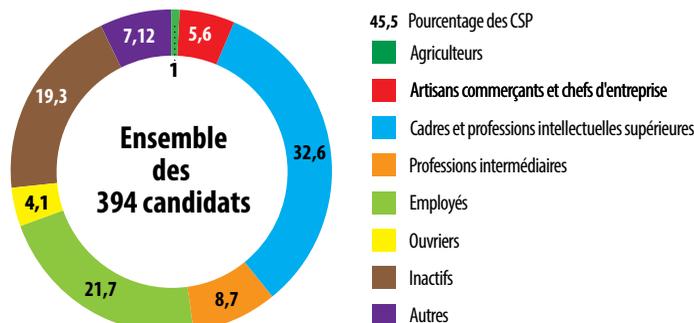
... puis aux remplaçants

Une fois les titulaires désignés, trouver un remplaçant a souvent été ardu. Malika Schmidlin Ben M'Barek, 37 ans, se présentait à Mulhouse avec Gilbert Buttazzoni, conseiller général. Malgré son statut de « sortant », le binôme a essuyé sept refus avant de parvenir à obtenir son couple de remplaçants. « On trouve plus facilement des candidats pour des scrutins de listes où ils sont mis moins en avant. » Toujours à Mulhouse, la socialiste Christine Plas explique avoir contacté huit personnes avant de trouver sa remplaçante, Latifa Lamhamdi. « Pas facile de convaincre quelqu'un de voir sa tête >>>

Les cadres surreprésentés

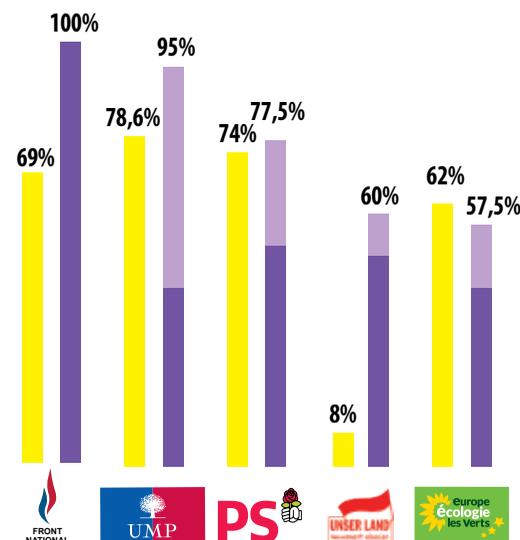


L'UDI ne compte pas d'ouvrier et d'inactif dans ses rangs. Aucun agriculteur à l'UMP ni au parti centriste.



Cuej infographies - Julien Pruvost / Source : Ministère de l'Intérieur, catégories des CSP de l'Insee

Taux de couverture des principaux partis



■ Taux moyen de couverture en 2008 et 2011
 ■ Taux de couverture en 2015 sous l'étiquette du parti
 ■ Taux avec les alliances politiques

© Cuej Infographies - Célia Garcia-Montero / Sources : Ministère de l'Intérieur

>>> *affichée partout* », note l'élue de la commune d'Illzach, nouvellement intégrée dans le canton Mulhouse 3. D'autant plus avec l'étiquette socialiste, remarque la candidate.

La droite partout

Droite et gauche couvrent inégalement le territoire. Le FN et l'UMP se présentent sur l'ensemble de l'Alsace. Le parti majoritaire au conseil général a fait preuve de pragmatisme, en s'alliant avec le centre en différents endroits. Dans le nouveau canton 5 de Strasbourg, Zaza Menad a choisi d'être accompagnée par des remplaçants UDI et Modem. Respectivement conseillers généraux de deux anciens cantons voisins à Strasbourg, les sortants Pascale Jurdant-Pfeiffer (UDI) et Jean-Philippe Maurer (UMP) se sont logiquement alliés pour remporter le nouveau canton sud de la capitale alsacienne. Le PS n'est présent que sur 65% du Bas-Rhin et 35% du Haut-Rhin. « *Nous pouvions présenter des candidats partout, mais*

75 à 40

C'est l'évolution du nombre de cantons en Alsace, après le redécoupage de la carte électorale.

nous avons décidé de nous allier à d'autres partis de gauche », assume Aurélien Amm. Seule exception : le canton de Mulhouse 3 : socialistes et verts s'y opposeront au premier tour. « *Ils nous ont traités de vieux de la vieille* », s'énerve Christine Plas. Une union partielle, que n'ont pas réussie les Bas-Rhinois. Les Verts ont fait le choix de se présenter dans 17 cantons. « *Certains cantons, plus larges, ne présentaient pas forcément d'intérêt pour le parti* », indique Frédérique Hilbert, candidat EELV à Colmar. De même, les socialistes ne se présentent pas dans certains cantons « *trop grands* ». La gauche est donc absente de deux cantons en Alsace.

Se réadapter au terrain

Le territoire de Wintzenheim englobe à présent les anciens cantons de Munster, Wintzenheim et Rouffach. Candidat du Parti communiste aux précédentes cantonales (2011), Serge Jaeggy avait obtenu 44% des suffrages dans son canton de Munster. Un bon score résul-

tant d'une alliance de la gauche. Cette année, le cheminot a été contacté deux semaines avant le dépôt des candidatures. Trop peu pour composer un binôme, trouver des remplaçants, et préparer une campagne s'annonçant difficile. « *Je suis assez connu à Wintzenheim et à Munster où j'ai travaillé, mais moins dans le sud du canton*, explique-t-il. *Si on avait gardé les mêmes zones géographiques, j'y serais allé.* » « *Avec le redécoupage des cantons, il faut se déployer différemment sur le terrain*, souligne Yves le Tallec, candidat dans le canton de Strasbourg 4. *Les préoccupations des habitants de la Robertsau ne sont pas les mêmes que ceux des Halles.* » « *La plupart ne sont pas au courant de la forme de leurs nouveaux cantons* », note la socialiste Christine Plas. Après l'annonce de la suppression des départements en 2021 par Manuel Valls, l'utilité même de ce scrutin pose question. Cette élection départementale pourrait être la première, et la dernière.

Pierre Lemerle

Portrait Pascale Jurdant-Pfeiffer, 61 ans, candidate UDI dans le canton de Strasbourg 6

« J'avais l'impression d'être la gentille fille »

Après plus de quinze années en politique, Pascale Jurdant-Pfeiffer, 61 ans, défend avec opiniâtreté son siège de conseillère générale du Neuhof, à Strasbourg, lors des départementales.

Elle s'est alliée à un autre élu sortant pour former son binôme : Jean-Philippe Maurer, un ancien centriste encarté à l'UMP, en charge du canton voisin de la Meinau. Pour cette habitante du Stockfeld au fort tempérament, pas question de mettre un terme à sa carrière politique.

À partir de 2001, elle a enchaîné les campagnes, fructueuses ou non. Elle a été adjointe au maire chargée du quartier du Neuhof, durant le mandat de Fabienne Keller, UMP ex-UDF, de 2001 à 2008. Un tremplin qui l'a propulsée au conseil général en 2004. Ce qui lui a permis de récupérer le siège qu'occupait son père, Joseph Pfeiffer, de 1973 à 1979. En 2014, elle revient au conseil municipal à Strasbourg, dans l'opposition, cette fois.



Julien Pruvost / Cuij

Pascale Jurdant-Pfeiffer, chez elle, au Stockfeld, le 14 mars.

Ambitieuse, elle s'est essayée la même année aux élections européennes, ainsi qu'aux sénatoriales, sous les couleurs de l'UDI, sans avoir peur de se mettre à dos la majorité UMP de Strasbourg. Elle a réitéré en vain, en 2007, lors des législatives. L'une de ses fiertés : « *Avoir été réélue en 2011 au conseil général, sans l'aide de l'UMP.* » C'est là qu'elle s'est rendue compte que « *le machisme était fort présent. Ce n'était pas possible pour une femme d'obtenir la présidence d'une commission. J'avais l'impression de n'être là que pour être la gentille fille. J'espère que ça va changer grâce au ticket paritaire.* » Elle craint néanmoins d'être reléguée au second plan : « *Nous sommes unis dans la campagne pour gagner, mais après ? Le binôme, c'est un peu bâtard. L'UMP devrait être majoritaire. J'aurais alors du mal à exister.* » Un prix qu'elle semble pourtant prête à payer pour continuer sa carrière politique.

Julien Pruvost

ELUE

1^{er} tour : 38,3%

2^e tour : 63,86%

Portrait Christine Plas, 54 ans, candidate socialiste dans le canton de Mulhouse 3

« Je suis fière de représenter le Parti socialiste »

Née à Mulhouse en 1960, Christine Plas vit dans la commune voisine d'Illzach, depuis 1986. En parallèle à sa carrière d'adjointe administrative de l'Éducation nationale, cette retraitée et mère de trois enfants a participé à tous les conseils d'administration – en tant que parent d'élèves – des écoles, collèges et lycées par lesquels sont passés ses enfants.

Après s'être engagée en politique en 1995, elle devient conseillère municipale à Illzach en 2001. Treize ans dans l'opposition plus tard, elle passe dans la majorité municipale en 2014, à l'invitation du maire divers droite.

Aucun socialiste illzachoïse ne s'étant présenté spontanément au moment de constituer les candidatures, elle a tenu à faire campagne par principe, ne serait-ce que pour faire barrage au Front national. « *Au début, ça ne m'enchantait pas, avoue-t-elle. Mais en tant que militante, je ne pouvais pas accepter qu'il n'y ait aucun socialiste dans un canton mulhousien.* »

Même si le redécoupage du canton de Mulhouse 3 – qui englobe Illzach et les quartiers est de Mulhouse – a au moins pour mérite de le rendre « *un peu moins défavorable au PS* », comme elle aime le dire en plaisantant, Christine Plas ne se fait guère



Pierre Lemerle / Cuej

BATTUE
1^{er} tour : 15,6%

Christine Plas,
à Mulhouse,
le 13 mars.

d'illusions sur ses chances de gagner. Entêtée, elle continue de distribuer ses tracts à des électeurs démobilisés. Des tracts qui affichent les couleurs du parti du gouvernement : « *En Alsace, beaucoup de candidats de gauche n'assument pas d'être associés au Parti socialiste, au point de ne même pas faire apparaître le logo du parti sur leurs tracts. Mais moi je suis fière de représenter le parti qui aura permis à ma fille de se marier avec sa copine* », revendique-t-elle.

Arnaud Salvat

Portrait Jonas Schiff, 21 ans, candidat Front de gauche à Schiltigheim

Cheminot à l'école des jeunes communistes



Anne-Claire Gross / Cuej

Jonas Schiff,
chez sa
binôme à
Schiltigheim,
le 11 mars.

A 21 ans, Jonas Schiff fait campagne pour la première fois, sous la bannière du Front de gauche, dans le canton de Schiltigheim. Le jeune cheminot dit mûrir ses opinions politiques depuis ses 15 ans, lorsqu'il commence à militer aux côtés des jeunes communistes. En 2010, il participe à la manifestation contre la réforme des retraites. Il se retrouve dans les idées du Front de gauche, bien qu'il ne soit pas encarté : « *Je connais des étudiants salariés qui ne vont plus chez le médecin, qui ne mangent plus que des pâtes. Face aux inégalités par rapport aux grandes fortunes, j'avais envie de m'impliquer.* »

Le jeune Alsacien rejette l'austérité et la réforme territoriale. Attaché à sa région, il a grandi à Bischheim. Puis il est allé se ressourcer un an

à la campagne après l'obtention de son diplôme universitaire de technologie (DUT) en maintenance, à l'IUT Louis-Pasteur de Strasbourg. Revenu vivre à Schiltigheim, il est employé à la SNCF et s'indigne contre la montée de l'extrémisme. « *Au travail, cela m'arrive d'entendre "dehors les étrangers". Ce n'est pas évident de faire la part des choses avec mes convictions politiques.* »

Jonas Schiff rencontre Laurence Winterhalter lors des élections présidentielles de 2012. Dans la famille de cette femme de 61 ans, les idéaux communistes se sont transmis du père, ancien adjoint au maire de Bischheim, à la fille, qui n'en est pas à sa première campagne. Lorsqu'on propose à Jonas Schiff de se présenter en binôme avec elle, il se dit « *pourquoi pas ?* ».

Il reconnaît qu'avant d'être candidat, il ne connaissait pas vraiment l'utilité des élections départementales, lui qui vote pour la première fois à ce scrutin. Il ne se projette pas dans une carrière politique, affirme-t-il. Pourtant, il n'envisage pas non plus de s'arrêter.

Anne-Claire Gross

BATTU
1^{er} tour : 4,6%

Mutzig, un canton de Bruche et

Entre chômage et isolement, les habitants de la nouvelle circonscription se

Bienvenue dans le nouveau canton de Mutzig, 47 000 habitants, 51 communes périurbaines et rurales. Ici, sur 500 km², cohabitent agriculteurs de montagne, actifs qui travaillent à Strasbourg, Sélestat ou Obernai, salariés des industries mécaniques et agro-alimentaires de la vallée de la Bruche et des PME du Val de Villé... Les anciens cantons de Schirmeck, Saâles, Villé et une partie de celui de Molsheim, reliés par des routes sinueuses et peu fréquentées de part et d'autre du massif du Champ du Feu, ont fusionné en un territoire unique. Ses habitants vivent dans trois vallées et parlent le welsch et l'alsacien.

Mutzig, le chef-lieu excentré

Mutzig, commune la plus peuplée du nouveau canton avec près de 6000 habitants, en est devenue le chef-lieu. Pourtant, à l'entrée de la vallée de la Bruche, elle tourne le dos aux communes de montagne qui la surplombent. La plupart des candidats le déplore.

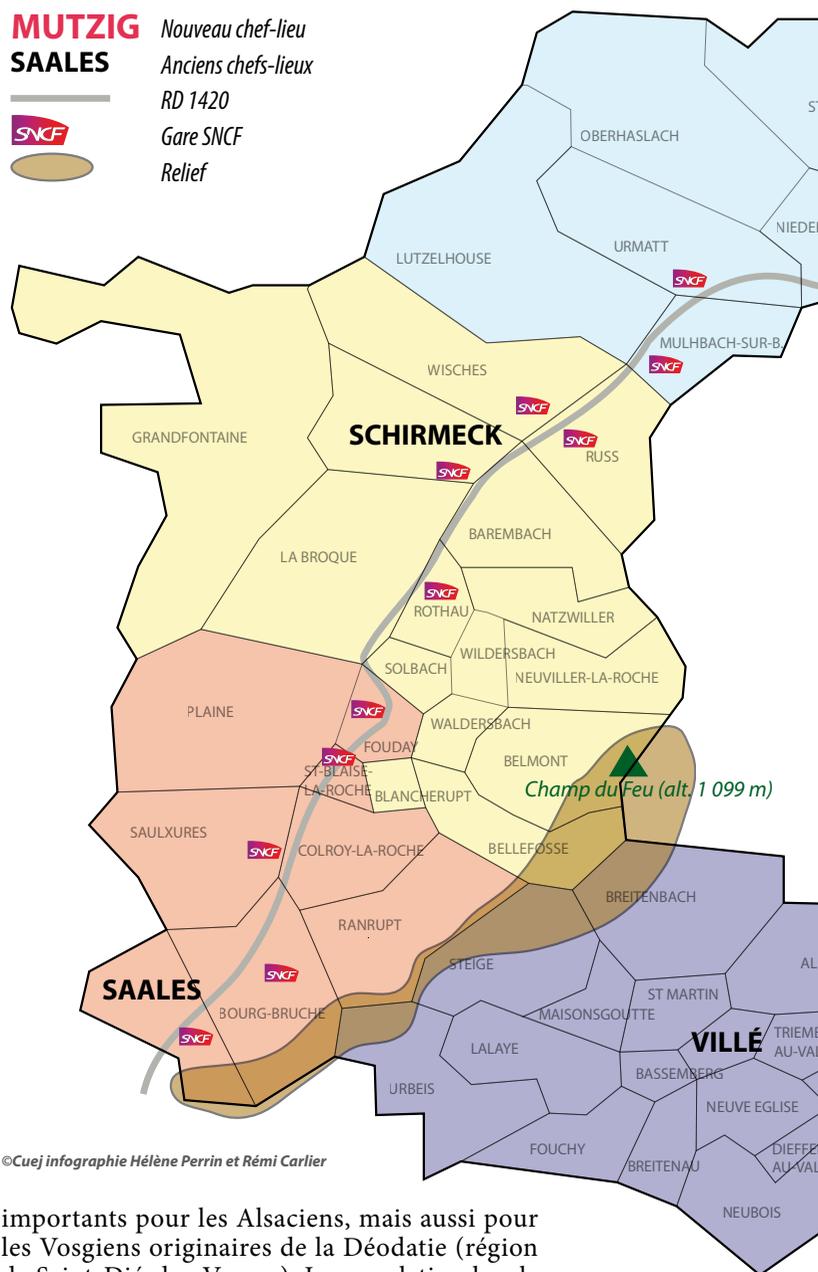
Ce 17 mars, une vingtaine de personnes est venue dans la salle du conseil municipal pour assister à la réunion électorale de Gilles Charlier et Brigitte Stiegler, candidats du Front national. Le député européen Jean-Luc Schaffhauser, membre du Rassemblement Bleu Marine, est là pour les soutenir. Au milieu des considérations nationales, quelques références à l'économie locale : « Vous avez vu disparaître le textile, les brasseries, la sidérurgie, qui faisaient la richesse et le renom de la région. Il m'arrive encore de voir, en Afrique, la marque de bière Mützig Pils. Il faut revenir à ces valeurs. » Le public applaudit.

Une semaine auparavant, dans la même salle, Astrid Scharly et Régis Simoni, le binôme socialiste, voulaient croire qu'un canton plus grand attirerait davantage les investisseurs et y voyaient l'occasion de réinventer le territoire. Mais ils prêchent dans le vide. A leur première réunion électorale, le mardi 10 mars à la mairie, le public était absent autour des verres de jus de pomme bio ou de riesling.

Au cœur de la Bruche, l'industrie en péril

A mesure que la RD1420 s'enfonce dans la vallée de la Bruche, les scieries jalonnent le paysage. A Wisches, 2000 habitants, la zone d'activité témoigne de l'identité industrielle du secteur. Ici les habitants se souviennent des entreprises, toutes les deux disparues de la vallée, qui ont fait sa renommée : Strafor, un groupe métallurgique français, puis Steelcase, fabricant de mobilier de bureau. Aujourd'hui Delpierre, conditionneur de saumon, et Punch, fabricant de boîtes de vitesse automatiques, sont des viviers d'emplois

MUTZIG Nouveau chef-lieu
SAALES Anciens chefs-lieux
RD 1420
Gare SNCF
Relief



©Cuej infographie Hélène Perrin et Rémi Carlier

importants pour les Alsaciens, mais aussi pour les Vosgiens originaires de la Déodatie (région de Saint-Dié-des-Vosges). La population locale porte encore les stigmates des précédents plans sociaux, à commencer par celui de Steelcase. En 2014, le groupe annonce vouloir se débarrasser de son site, avant de le céder au belge Punch.

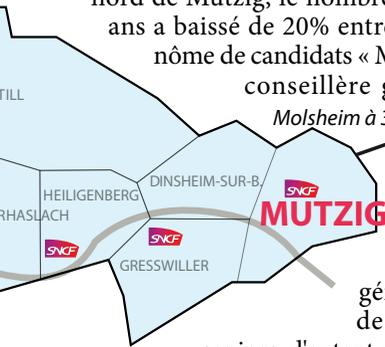
« La vallée ne se porte pas très bien. Il y a beaucoup de fermetures de magasins et d'usines. Ça fait mal, les jeunes sont obligés de partir », s'inquiète Raymonde, une retraitée vivant dans la commune voisine de Schirmeck.

Les anciens cantons de Saâles, Villé, Schirmeck et une partie de celui de Molsheim forment à présent la circonscription de Mutzig.

de Broque

sentent abandonnés. Les politiques ne séduisent plus.

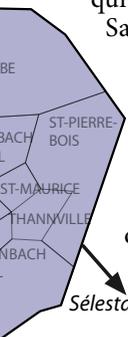
Dans la zone qui s'étend de la vallée de la Bruche à Wasselonne, à une quinzaine de kilomètres au nord de Mutzig, le nombre de jeunes de 25 à 35 ans a baissé de 20% entre 1999 et 2008. Le binôme de candidats « Majorité alsacienne », la



conseillère générale sortante du canton de Villé, Frédérique Mozziconacci (affiliée UDI), et Frédéric Bierry (UMP), conseiller général sortant et maire de Schirmeck, cible les

seniors, d'autant que la première est présidente d'une association qui intervient à la maison de retraite de Villé et que le second préside la commission des solidarités au Conseil général du Bas-Rhin. Ensemble, ils promettent l'amélioration de l'aide à domicile et des cours d'informatique aux personnes âgées. Mais ce soir du 10 mars, à la mairie de Wisches, ils prêchent devant un maire public de sympathisants. Alain Ferry, maire du village et ancien député du Bas-Rhin, se désole et se rappelle du temps où « les électeurs venaient par centaines » assister aux meetings.

Ici, chaque jour, environ 3000 personnes partent travailler dans la plaine d'Alsace. Pour éviter que les communes du secteur ne deviennent des cités-dortoirs, les candidats promettent de favoriser le télé-travail, permettant aux salariés de travailler à domicile, et profiter du réseau ferré en place qui traverse la totalité du bassin d'emploi jusqu'à Saâles.



Une circulation difficile dans le col

Dans le col qui mène à Saâles, dernière commune bas-rhinoise avant l'entrée dans le département des Vosges, le flux des poids lourds ne s'arrête jamais. Lundi 9 mars, une vingtaine d'habitants participe au meeting du binôme UDI, dans la salle des fêtes du village.

Ils râlent : « La RD 1420 est tout le temps bouchée, on a des camions qui esquintent les routes, ce qui entraîne des problèmes d'assainissement. » Alice Morel, conseillère générale sortante du canton de Saâles, hoche la tête. La solution, elle la connaît. « Il faut réduire les prix exorbitants du tunnel de Sainte-Marie-aux-Mines, et mettre en place un contournement de Châtenois. Je suis le dossier de près depuis des années, on attend l'aval de Bruxelles. »

Dans ce village de fond de vallée où le taux de chômage atteignait 18% en 2011, la question de l'emploi est sur toutes les lèvres. « Ça changera

quoi, qu'on soit intégré dans un grand canton ? », lâche un Saâlois, avec son accent vosgien. « Il faut éviter que les métropoles regroupent tout, qu'elles soient reliées entre elles, et qu'on voie passer tout ça par-dessus nos têtes depuis nos montagnes ou nos prairies », lui répond Alain Meyer, élu dans la vallée voisine de Villé. A son tour, le binôme promet la couverture des vallées en haut débit pour internet.



Quelques heures plus tôt, à Plaine, seul un couple de retraités s'était déplacé depuis Diesbach pour la réunion des candidats. L'occasion, pour Alice Morel, d'échanger quelques mots en welsch. « C'est la première fois que je vois une telle période de flottement », déplore celle qui avait été élue au premier tour, en 2011, avec le taux de participation le plus élevé du département : 53%.

Jusqu'à Villé, une montagne à franchir

Sur la place du marché de Villé, les échanges se font en alsacien. Avec son artisanat de terroir, ses PME dynamiques et ses distilleries, le Val de Villé, dont les 18 communes ont rejoint le grand canton de Mutzig, possède une identité forte, liée à son statut semi-rural et son encaissement dans les contreforts du massif vosgien. La vallée n'est pas desservie par le train. Depuis Strasbourg, il faut passer par Barr et rouler une vingtaine de minutes au milieu des vignes, sans croiser âme qui vive, avant d'apercevoir les premières communes de Saint-Pierre-Bois et Triembach-au-Val. A une quinzaine de kilomètres au sud-est, la première agglomération est Sélestat. Son bassin d'emploi est intimement lié à la vallée.

Trois affiches électorales présentent, sur le mur de la mairie de Villé, les binômes UDI, UMP et PS. L'équipe du Front national n'a pas encore posé la sienne, mais Gilles Charlier et Brigitte Stiegler sont venus, mercredi 11 mars, distribuer leurs tracts. « C'est le premier binôme qu'on voit depuis le début de la campagne », s'exclame Steve Simon, boulanger itinérant originaire du village voisin de Neubois. Il hausse les épaules : « Ces élections manquent de clarté. Avant, on votait pour des personnes, des conseillers qu'on connaissait, qu'on croisait. Là, les gens vont choisir un parti. »

A la terrasse de la brasserie du Centre, Brigitte Stiegler analyse « un faible engouement pour ces élections. Les gens en ont marre. » Depuis son stand de bretzels, Jocelyne Humbert voit le tractage des différents candidats d'un œil méfiant : « C'est au moment des élections qu'on les voit. Il faudrait qu'ils viennent toute l'année ! »

Rémi Carlier
et Hélène Perrin

L'Alsace, trente ans de FN

Pendant la campagne pour les élections départementales, le Front national caracolait en tête des sondages en France. En Alsace, cette popularité n'a rien de surprenant, le parti séduit depuis près de trente ans. Dès la présidentielle de 1988, Jean-Marie Le Pen atteignait le score de 21,8%, alors qu'à l'époque, le parti ne rassemblait que 14,3% des suffrages nationaux. Lors des régionales de 1992, alors qu'il obtenait 13% à l'échelle nationale, le parti totalisait 17% des suffrages en Alsace. Six ans plus tard, il en raflait plus de 20%. Aujourd'hui, l'écart entre la région et le reste du pays a diminué mais reste toujours élevé. En 2012, Marine Le Pen a récolté 22% des voix, contre un peu moins de 18% dans la France entière.

Dans certains bastions, le vote FN a toujours été élevé. De manière générale, il s'agit plutôt d'un phénomène péri-rural. En 2012, le nord du Bas-Rhin, l'Alsace Bossue et les vallées vosgiennes ont obtenu des scores très importants. Dès 1995, année à succès pour le FN dans la région, Bischwiller votait à plus de 30% pour Jean-Marie Le Pen.

A Strasbourg et Mulhouse, le vote frontiste est plus important dans les zones populaires et fait aussi son nid dans certains secteurs pavillonnaires accolés aux quartiers sensibles. Au Neuhof, le FN a obtenu près de 20% en 2012, quatre fois plus que dans le centre-ville.

Les motivations des électeurs recueillies au fil des reportages sont plutôt hétérogènes. Mais, entre rejet des élites politiques, inquiétude vis-à-vis de l'Europe et de l'immigration, dans le rural et fortuné Fort-Louis comme dans les quartiers déshérités de Mulhouse, le FN prospère.

**Gabriel Pornet
et Mark Ionesco**

Fort-Louis

Dans la commune de 300 habitants, le Front national flirte avec les 30% quelle que soit l'élection. Le maire, Gérard Janus, se présente sous la bannière FN pour la première fois. Témoignages de sympathisants.

Bischwiller

FN

1^{er} tour : 37,8%
2^e tour : 44,38%

« Je ne suis pas raciste mais en France, c'est la catastrophe »

Andrée, retraitée

Je parle alsacien bien sûr. Depuis que je suis enfant. Je le parlais à la maison d'ailleurs. Par contre, comme je travaillais à la caserne, je devais parler français avec les militaires. Je suis fière d'être alsacienne mais attention, je me considère française aussi. J'attends de voir si je vais voter aux départementales. Je vote souvent, je fais mon devoir de citoyenne mais je ne suis pas la politique de très près. Je n'ai pas l'habitude de voter pour un parti en particulier, je change de temps en temps même si ces dernières années, j'ai voté Front national. Je ne suis pas raciste mais en ce moment, ce qui se passe en France, c'est la catastrophe. Pour

« J'avais voté Sarkozy car j'avais bien aimé son discours sur le Kärcher »

le moment, dans le coin, à Fort-Louis, il n'y a rien mais ça peut arriver, des vols, des arnaques sur les routes... A Strasbourg, c'est la catastrophe. Quand vous rentrez dans le tram il faut faire attention, vous ne voyez que des voiles. Je ne m'intéresse pas à l'économie, à l'Europe. Si j'ai voté en 2002 pour Jean-Marie Le Pen, en 2007, j'avais voté Sarkozy car j'avais bien aimé son discours sur le Kärcher. En 2012 (1), Marine Le Pen est venue manger à Fort-Louis, ça m'a fait plaisir. J'ai voté pour elle. »

(1) Gérard Janus avait invité la présidente du FN et lui avait accordé son parrainage en vue de l'élection présidentielle.

« Je ne vote pas FN au second tour par respect pour mon grand-père incorporé dans l'armée allemande »

Jean, 37 ans, technicien

Je suis alsacien, frontalier, et travaille dans une boîte en Allemagne. Je reproche au Front national ses positions contre l'Europe, contre l'euro. Je n'ai pas envie qu'on me remette un douanier à la frontière, qu'on me ralentisse. Avant l'euro, il fallait tout le temps faire du change, ce n'était pas pratique. Même si d'habitude je m'abstiens, je suis capable de voter FN pour protester. C'est d'ailleurs ce que j'ai

fait en 2002, au premier tour. Au deuxième tour, par contre, par respect pour mon grand-père qui a connu la guerre, qui a été incorporé de force dans l'armée allemande avant de désertir et de passer du côté russe, je n'ai pas pu mettre un bulletin FN dans l'urne. J'ai voté Chirac. Au élections départementales, je vais faire une exception et voter FN, parce que c'est le maire de Fort-Louis et que je le connais. »

ur la ligne du Front



Gabriel Pornet/Cuej

« La mixité sociale, c'est à l'époque qu'il aurait fallu la faire »

Michel Charvet, 62 ans, artiste peintre

C'est étonnant de trouver un artiste frontiste non ? En principe, c'est plutôt de gauche ! Mais moi je suis un artiste non pas engagé, mais bien dégaqué ! » Ancien militaire, Michel Charvet est une petite célébrité dans le village. Fort en gueule, bon vivant, ce peintre s'est fait remarquer en 2002 après une polémique qui a entouré la sortie d'un de ses livres, *Les Alsachiens*. « Je suis originaire de la région parisienne. J'habite ici depuis trente ans. Longtemps, je me suis abstenu. Finalement, je me suis aperçu que ça ne servait à rien. Même si on vote blanc, il faut au moins donner son opinion. Depuis une dizaine d'années, je soutiens le Front national, d'abord par provocation, puis les idées ont fait leur chemin. Le vrai élément déclencheur, c'est quand je me suis fait agresser dans le tram à Strasbourg. Mais attention, je n'ai pas ma carte au parti. »

Quand on lui demande pourquoi il ne choisit pas la gauche radicale par exemple, Michel Charvet hausse la voix : « On a vu le résultat ! Ce que ça a donné ! Le com-

munisme, on voit bien que ça ne marche pas. Le Front de gauche, c'est trop communiste. C'est de l'anarchie pratiquement ! » Ce qui le séduit dans le FN, c'est le discours contre l'immigration : « Je ne suis pas contre l'Arabe en général, je ne suis pas contre ces choses-là. Pas du tout. La grosse erreur, elle vient des Trente Glorieuses. A l'époque, par besoin de main-d'œuvre, on a fait venir des gens de l'extérieur. Le problème, c'est que ces gens, ensuite, ils sont restés. Là on en est à la deuxième, troisième génération. Et il n'y a plus de boulot. Que faire avec ces gens-là ? C'est vrai qu'on parle maintenant de la mixité sociale, mais c'est à l'époque qu'il aurait fallu la faire. Et pas uniquement parquer tout ce beau monde dans les HLM, dans les cités. »

Il dénonce aussi l'alternance entre le PS et l'UMP à la tête du pays. « On ne s'en sort pas. S'ils veulent que le score du FN baisse, ils n'ont qu'à prendre quelques-unes de leurs idées et les appliquer, de façon édulcorée peut-être, mais qu'ils essaient quelque chose. »

A Fort-Louis, Marine Le Pen était arrivée en tête au premier tour de l'élection présidentielle de 2012 avec 40% des suffrages.



« A partir de maintenant, je vais m'abstenir »

Dgéorgé Saratlic, 66 ans, ancien routier yougoslave naturalisé français

Le FN plaît beaucoup dans les environs. Même le maire est devenu FN cette année (sans étiquette auparavant, ndlr). Moi, je ne vote plus, je suis déçu. J'ai voté pour tous les partis, même le FN, et là, c'est fini, je ne veux plus voter. J'ai voté à droite, à gauche et Marine Le Pen en 2012. J'ai aussi voté en 2002 pour son père, quand j'habitais à Strasbourg. En 2007, c'était pour Sarkozy. Il avait dit « travailler plus pour gagner plus » et je l'ai cru. J'ai travaillé 175 trimestres, 15 de plus que ce qu'il fallait et maintenant, je gagne moins, à la retraite, qu'un gars qui n'a jamais bossé. Et ma femme, c'est pareil, on se bat avec 700 ou 800 euros alors que j'avais 1900 euros de salaire quand je travaillais. Ce n'est pas normal.

Marine Le Pen, qu'est-ce qu'elle va faire ? Je suis d'accord avec elle sur la fermeture des frontières, sur la sortie de l'Union européenne, contre Bruxelles, mais elle a les mains liées. J'ai voté pour elle aux européennes de 2014 mais qu'est-ce qu'elle pouvait faire ? Elle n'avait pas assez de voix. Elle a été obligée de s'allier avec des Italiens, des Autrichiens, n'importe quoi. Elle ne pourra rien changer, elle n'aura pas assez de pouvoir. J'ai débarqué en France, en Alsace, à la fin des années 1960, j'ai été naturalisé en 1968. J'ai voté pour Pompidou. Puis Mitterrand, Chirac, Sarkozy, j'ai même voté Mélenchon, une fois. Donc, à partir de maintenant je vais m'abstenir. »

Recueilli par Gabriel Pornet et Mark Ionesco

A leur demande, les prénoms de Jean et Andrée ont été modifiés.

A Mulhouse, des quartiers délaissés et sans voix

Mulhouse

Abstention

1^{er} tour : 61,01%
2^{es} tour : 61,63%

Dans les zones déshéritées de la ville, le chômage et le sentiment d'abandon de la population s'accroissent au fil des ans. Entre résignation et dégradation de l'espace urbain, l'abstention fait sa loi et le FN rôde.

Dans les années 1980, l'avenue Aristide-Briand, à Mulhouse, passait pour une rue bourgeoise. Aujourd'hui, les façades de la fin du XIX^e siècle sont usées par le temps. Des fils nus courent le long des murs. Dans les cages d'escalier, la peinture s'écaille, des cartons et des meubles obstruent le passage.

« Avant, il y avait des boutiques de vêtements chic dans toute la rue, témoigne Ayse (1), secrétaire. Les commerces sont tous partis. (...) Il n'y a plus que des doners et des coiffeurs. » La quadragénaire, d'origine turque, habite le quartier depuis plus de trente ans et impute la dégradation des conditions de vie à l'inaction des politiques. Elle promettait de voter blanc aux élections départementales des 22 et 29 mars. « Mais si je devais voter, je voterais Le Pen. Même moi, Française d'origine étrangère. »

Sa voisine, Anne (1), a déjà franchi le pas. « Le FN est le seul parti politique qui arrivera à faire bouger les choses. En décembre, ça a été la discothèque dans la rue à cause des gens d'Europe de l'Est. Les anciens magasins ont fermé, c'est la rue du bled maintenant. Il faudrait faire le ménage. »

Alors que Mulhouse subit toujours les effets de la désindustrialisation, les deux femmes s'inquiètent de la paupérisation du quartier. « Il n'y a pas de boulot, la ville n'a jamais été aussi sale, il y a de la manche à tire-larigot », ajoute Anne, sans emploi. Autour de l'avenue Aristide Briand, le taux de chômage frôle les 40% et atteint les 57% chez les moins de 25 ans.



Dans ce contexte, les représentants des partis de gouvernement ont du mal à convaincre. « Les gens qu'on rencontre lors des campagnes nous demandent du travail, mais ce n'est pas notre job », affirme Lara Million, candidate UMP dans le canton 3 et conseillère municipale de Mulhouse. Aux dernières municipales, l'abstention a tutoyé les 60%, et le FN, avec 25% des suffrages, a prospéré sur la peur de l'étranger.

« Les gens ont peur, font des amalgames (...) Les frères Kouachi nous ont enterrés »

Même constat dans le quartier du Drouot, à l'est de Mulhouse. Construits au début du XX^e siècle, les logements sociaux de l'« ancien Drouot » alignent leurs façades colorées autour de la place Paul Hauger. Les petits commerces ont également fermé ces dernières années mais rien ne les a remplacés.

« Il n'y a plus de boutiques, plus de boucher, plus d'épicerie, fulmine Irène, retraitée installée de-

Rue de Provence à Mulhouse, le 12 mars 2015. Dans l'« ancien Drouot », les commerces ferment un à un depuis une dizaine d'années.

Maxime Battistella/
Cuej

puis cinquante-quatre ans dans le quartier. Les jeunes vendent de la drogue mais les gens ont peur, n'osent rien dire. » Guillaume, graphiste de 29 ans, pense aller voter. Ce sera sans conviction : « J'y vais en me disant qu'ils feront ce qu'ils veulent de toute façon. C'est l'élite qui décide, ils étaient tous à l'école ensemble, ils se retrouvent au gouvernement ensemble. »

« Je connais des Arabes qui votent FN »

Non loin, les barres d'immeubles du « nouveau Drouot », construites dans les années 1970 pour accueillir les ouvriers immigrés de Peugeot, se dégradent peu à peu. Un plan de rénovation urbaine devrait être lancé d'ici 2020 par la mairie. Les habitants s'impatientent. « Les jeunes s'ennuient, squattent les halls, raconte Patricia, résidente depuis vingt-cinq ans. Il y avait un centre de jeux pour les enfants mais il est à l'abandon maintenant. »



« Depuis cinq, six ans, la situation a empiré sur la sécurité et la salubrité, ajoute Sophia, agent d'entretien dans un hôpital. On n'a plus de concierge. Il n'y a pas une balançoire, pas un toboggan, de plus en plus de jeunes qui ne travaillent pas, qui cassent. Je connais même des Arabes qui ont voté FN. Ils voient les jeunes et ils tiennent le même discours que les autres. » Sa voiture a été brûlée il y a peu.

« Il y a un danger pour la démocratie »

Au Drouot comme à Briand, le PS et l'UMP comptent peu de partisans enthousiastes. Leurs électeurs se déplacent surtout par devoir citoyen, ou pour freiner le parti de Marine Le Pen. « Il faut faire barrage à l'extrême droite. Il y a un danger pour la démocratie, plaide Brahim, attablé devant un café le long de l'avenue. Ici, il y a plus d'une centaine de nationalités différentes. Vous avez tout le gratin pour faire la misère et les gens ont peur, font des amalgames. (...) Les frères Kouachi nous ont enterrés. Si vous avez la tête sur les épaules, vous voyez le racisme. »

« Le racisme était caché avant, il se révèle aujourd'hui », appuie Mehdi, habitant du Drouot. Pourtant, le jeune homme n'exclut pas de voter un jour FN, convaincu par le nouveau discours de Marine Le Pen : « Ce n'est pas du racisme, c'est privilégier les Français. Un jour, il faudra laisser la chance au FN de gouverner. » Chez lui, comme chez la plupart des habitants de ces quartiers populaires, le désenchantement prime : « Les politiques ne savent pas combien coûte une baguette de pain, ils n'ont pas la même vie que nous. Marine Le Pen pas plus que les autres. »

Au pied d'un de ces immeubles en déshérence, Larit, au chômage, résume la résignation générale : « Mes revendications ? Le travail. J'ai voté à la présidentielle, plus depuis. Je n'ai plus d'espoir. »

(1) Les prénoms ont été modifiés.

**Alexis Boyer
et Maxime Battistella**

Bouxwiller

FN

1^{er} tour : 29,8%

2^e tour : 32,6%

Saverne

FN

1^{er} tour : 29,8%

2^e tour : 36,39%



Portrait. Patrick et Christine Kleinklaus, 55 et 54 ans, candidats FN à Saverne et Bouxwiller

Dans la famille FN, je demande...

Ils sont trois membres d'une même famille à s'être lancés dans les élections départementales du Bas-Rhin, sous les couleurs du Front national. Patrick Kleinklaus et son épouse Christine, âgés de 55 et 54 ans, originaires de Marmoutier, ont été investis dans les cantons de Saverne et de Bouxwiller. Leur fille Héléna, 25 ans, est la remplaçante du binôme de son père, Valérie Joron.

Le parti d'extrême droite séduit les époux depuis de nombreuses années. Baignant dans le discours politique familial, fille et fils en ont rejoint les idées.

« C'est surtout lors de débats télévisés ou de périodes électorales qu'on en discute le plus », explique Patrick Kleinklaus.

Le FN ne fait pas pour autant l'unanimité auprès de l'ensemble des proches. « Lors des repas de famille, il peut y avoir aussi bien des personnes qui votent socialiste qu'UMP autour de la table, décrit le quinquagénaire, mais ça ne nous empêche de parler politique. »

Père, mère et fille sont encartés depuis 2010 : « Nous nous retrouvons dans l'idéologie de Marine Le Pen », se souvient Christine Kleinklaus. Son mari avait déjà eu plusieurs expériences électorales. Il s'était présenté en vain aux élections municipales de leur commune en 2008, à l'époque sans étiquette.

« Une envie d'action, de faire avancer les choses », explique celui qui travaille comme pompier à l'aéroport d'Entzheim.

Nouvelle tentative infructueuse en 2012, lors des élections législatives, comme remplaçant de Laurent Gnaedig, actuellement candidat FN dans le canton de Niederbronn. Pour ces départementales, il a fait campagne avec sa fille, auxiliaire de vie en maison de retraite vivant à Kleinoeft, qui l'a rejoint à la suite du désistement d'une première remplaçante.

Son épouse lui a emboîté le pas. « C'est un peu pour suivre son exemple que je me suis lancée », explique cette secrétaire d'un laboratoire situé à Saverne. Elle connaissait déjà son binôme,

Cédric Stifter, 27 ans, un ancien de Debout la République, encarté au FN depuis trois mois. À eux deux, ils ont décidé de se lancer à la conquête du canton de Bouxwiller, d'où Stifter est originaire. Même s'ils l'avaient pu, pas sûr que les époux Kleinklaus se seraient

présentés ensemble dans le même canton. « J'avais envie de me mettre en avant lors de ces élections », souligne la mère de famille.

Ce n'est pas « au goût du jour au Front national », mais la famille frontiste du Bas-Rhin ne s'interdit pas une part de régionalisme dans son discours. Elle s'oppose à la fusion des régions. Même si le Premier ministre a fait marche arrière depuis, les Kleinklaus n'ont toujours pas digéré les propos de Manuel Valls concernant la suppression des départements d'ici 2021.

Julien Pruvost



Julien Pruvost/Cuej

Au Stockfeld, le FN à la pression

Dans le quartier du sud de Strasbourg, les électeurs, souvent partisans du parti d'extrême droite, discutent au bar sur leur choix de vote pour les élections départementales.

A la lisière de la forêt du Neuhof, le bar associatif La Populaire rassemble chaque jour, autour d'un demi ou deux, une dizaine d'habitants, exclusivement des hommes. Beaucoup sont retraités et la majeure partie vote pour le Front national depuis des années. Entre deux tintements de bocks, on tape le carton, raconte sa semaine et on lance quelques blagues. Sujets de prédilection : l'immigration et l'insécurité. « Ah ben si vous en voulez un de raciste, le pire du bar, c'est lui », lance hilare un habitué, brette dans une main, pointant de l'autre un quadragénaire, cheveux mi-longs, accoudé à l'autre bout du comptoir.

« Eux, ils restent au lit jusqu'à midi »

Dans un coin de la salle, un retraité à la moustache hirsute, la soixantaine, trop absorbé par sa partie de dés, abrège tout début de conversation : « Si on vote FN ici, c'est juste pour montrer notre mécontentement par rapport à la politique nationale. Mais on ne vote pour ce parti qu'au premier tour, c'est tout. » Derrière son bar, faisant mine de ramer avec une pagaie, Raymond est plus prolix : « On les voit débarquer en barque chez nous et après ils foutent le bordel. » Rires dans l'assistance. Le barman enchaîne : « Les Français alsaciens travaillent, on ne leur donne rien. Et eux, les immigrés, ils ne foutent rien et on leur donne tout. » Face à lui, le livreur de bière, qui assume voter FN depuis des années, martèle de son stylo le rebord du comptoir. « Je commence ma journée tous les matins à cinq heures. Eux, ils restent au lit jusqu'à midi, argue-t-il. Entre les aides et le



Hélène Deplanque / Ctej

Jouhan milite pour une immigration choisie telle que la pratique le Canada.

Strasbourg 6



Strasbourg



Stockfeld

trafic, ils gagnent gros, on n'est pas dupe. Nous, à côté, on galère mais on va au boulot. »

Le président de La Populaire, association héritière des « ouvriers rouges », François Schandelmeyer, « Franz » pour les habitués, prend part au débat : « Le soir, des jeunes se rassemblent avec leur scooter et font des roues dans le quartier. C'est pas dangereux, ils n'ont pas de kalachnikov non plus, mais c'est vrai qu'il y a du bruit. » Ce retraité, fils d'ouvriers, assure qu'il vote socialiste, par « tradition familiale ». Le vote FN, il ne l'envisage pas. D'un regard complice à son voisin de table, le président, béret vissé sur la tête, se gausse pourtant : « Les racailles viennent ici parce que nos nanas les attirent. Et puis, pour nos gamines, ils sont un peu bronzés, c'est plus at-

trayant que des Alsaciens tout blancs. »

« On ne peut pas dire ce que l'on pense »

Jouhan, que l'on taxait de raciste quelques minutes plus tôt, défend l'idée d'une immigration choisie, telle qu'elle se pratique au Canada. « Mais parce que c'est le FN qui le propose, forcément c'est raciste », remarque-t-il. Cet auto-entrepreneur dans l'immobilier de 45 ans poursuit sur l'insécurité. « La cité, c'est 5% de voyous. Il y a 80% de gens qui sont bien quelle que soit leur race, assure Jouhan. Certains endroits sont comme leurs petits villages à eux et on ne peut pas y dire ce que l'on pense. » « Franz » confirme ses dires d'un hochement de tête. « La boulangère, combien de fois ils lui ont cramé la voiture, cassé les vitres, tapissé la façade d'œufs parce qu'elle descendait dans la

rue pour gueuler », se rappelle-t-il. Jouhan adjure : « Votez FN, ayez un peu de courage, ne soyez pas lâches. »

Issu d'une famille alsacienne de la classe populaire, plutôt de gauche, Jouhan a voté FN pour la première fois à l'âge de 19 ans à la présidentielle de 1988. Jean-Marie Le Pen avait récolté 14,38% des suffrages au premier tour, à l'échelle nationale, 22% en Alsace.

Étudiant « rebelle », il se souvient : « Je me suis dit, on va foutre le bordel en France. » Il adhère au parti en 1997. Sa carte, il la gardera pendant un an, pour « la liberté d'expression » et parce qu'il « était temps de fustiger les gens qui nous gouvern[aient] ». Jouhan se rabat pourtant sur l'UMP au second tour de chaque élection. Mais il l'affirme, aux élections à venir, « si je dois voter pour le FN au premier tour, je voterai FN au deuxième également, s'il passe. » Ce n'est plus par mécontentement que Jouhan plébiscite le parti, mais bien parce qu'il en attend des résultats. « Mais ils n'auront pas le droit deux fois à l'erreur », prévient-il.

L'histoire alsacienne en toile de fond

Assis aux côtés de « Franz », Gérard Immler, secrétaire de l'association La Populaire, ne conçoit pas de voter FN. Cet ancien postier lie sa position à son histoire familiale, marquée par la Seconde Guerre mondiale.

En retrait de la discussion jusque-là, il relate : « Ma mère a plus de 90 ans. Aux dernières élections, elle comptait voter FN. Je lui ai dit qu'elle ne pouvait pas faire ça, que mon père se retournerait dans sa tombe. C'était un Malgré-nous, confesse-t-il. Pour moi, c'est inconcevable de voter FN. Le discours des nazis à l'époque, ce sont les idées du FN aujourd'hui. » Le grand-père de Jouhan était lui aussi un Malgré-nous. Il concède : « Mes grands-parents m'auraient peut-être dit "tu vas trop loin". »

**Hélène Deplanque
et Maud Lescoffit**

BATTU
1^{er} tour : 24,3%



Julien Pruvost / Criej

Gautier Deisz, étudiant en droit, est le plus jeune candidat au Front national dans le Bas-Rhin.

Portrait Gautier Deisz, 19 ans, candidat FN dans le canton d'Hoenheim

« Je m'étais dit qu'on allait me rire au nez »

La politique, Gautier Deisz est fait pour ça. « Petit on m'appelait Monsieur Grain de sel, sourit-il. J'ai toujours voulu donner mon avis. » A tout juste 19 ans, le Reichstettois, les traits encore juvéniles, est le plus jeune candidat FN du Bas-Rhin à s'être présenté aux départementales, dans le canton d'Hoenheim. « Je pensais qu'on allait me rire au nez », sourit l'étudiant en droit. Pourtant, le Front national le contacte en octobre, un an et demi après son adhésion au parti. Il hésite par manque de connaissance des attributions du conseiller départemental, puis accepte. Timide de nature, c'est à l'école qu'il a pris de l'assurance et s'est exercé au débat politique. « Pour moi, depuis le début, adhérer à un parti, c'était adhérer au FN », affirme le jeune homme avec conviction. Il prend sa carte au Front en 2013 après avoir été « conquis par le discours de Marine Le Pen ». Gautier Deisz se dit « gaulliste », attaché à « l'idée que le parti a de la France »,

« aux valeurs traditionnelles et chrétiennes », et à la « sécurité » mais se déclare pour le mariage homosexuel et pour l'euthanasie. Derrière le discours bien rodé, voire policé, sans doute né des heures de media training passées en compagnie de Flavien Suck, président du FNJ, se cachent pourtant des positions plus dures. Au sein du parti, on le situe « entre la ligne nationale républicaine et la ligne identitaire. » Un ami socialiste raconte que, en octobre 2014, alors qu'ils commentait la une de Minute où Christiane Taubira était comparée à un singe, Gautier Deisz a lancé, sur le ton de la plaisanterie, que la ministre de la Justice ressemble en effet « un peu à un singe ». Gautier Deisz ne dément pas formellement : « Je ne pense pas l'avoir dit. » Et feint de ne pas savoir s'il compte se représenter à l'avenir. Pour ses amis du FN, ses aspirations ne font aucun doute : il a déjà en tête les municipales de Reichstett en 2020.

Maud Lescoffit

Vous ne fusionnerez pas l'Alsace et la Lorraine

Le futur rapprochement avec la Champagne-Ardenne et la Lorraine entraîne un regain d'attachement à la région et à l'identité alsacienne.

Nous sommes Alsaciens avant d'être Français », clame haut et fort Astride, la soixantaine, coiffe alsacienne vissée sur la tête et vêtue du costume traditionnel. Elle qui parle « l'elsässisch », mais qui « recevait des punitions petite parce qu'elle utilisait le dialecte », a acheté récemment ce costume traditionnel, dans le sillage du mouvement anti-fusion. « On nous a souvent traité de Boches, on avait honte », s'écrie-t-elle. Depuis la première manifestation le 11 octobre, les opposants à la fusion entre l'Alsace, la Champagne-Ardenne et la Lorraine se sont organisés pour donner plus de visibilité à leur mouvement. Alors aujourd'hui, Astride n'hésite plus à défendre les particularités de sa région, qui selon elle vont se diluer avec la réforme territoriale, comme le droit local, les jours fériés ou la sécurité : « Cela risque de nous être volé. » Même constat pour la jeune Rowan Sachy, qui n'a pas encore l'âge de voter : « On a peur de perdre nos particularités, surtout notre histoire parce qu'on a quand même été des régions qui étaient balancées entre deux pays. D'ailleurs encore aujourd'hui, on nous prend pour des Allemands. Je me sens moins française depuis ce qu'il (le gouvernement, ndlr) a décidé de faire », s'indigne-t-elle.

Sylvie, Alsacienne d'adoption, a pleuré lorsque Manuel Valls a affirmé que le peuple alsacien n'existait pas. Encore émue aujourd'hui, cette Savernoise, née d'un père italien et d'une mère normande, s'est engagée dans le parti régionaliste Unser Land. Boucles d'oreilles en forme de bretzel, une coiffe alsacienne un peu particulière pousque derrière fi-

« Il y a trente ans, on nous disait de ne pas parler alsacien trop fort »



Julien Pruvost / Citej

Samedi 14 mars, près de 1000 personnes ont manifesté

gure le drapeau breton, Sylvie a, elle aussi, souvent été traitée d'Allemande lorsqu'elle était enfant. « Ce n'est pas de la haine, mais il faut que nous affirmions notre identité entre les Français et les Allemands », explique-t-elle.

Toutes ont signé la pétition « Alsace retrouve ta voix », initiée par le collectif Les Alsaciens réunis. Les organisateurs espèrent regrouper 130 000 signatures avant le 31 mars pour contraindre le gouvernement à mettre en place un référendum sur la réforme territoriale — feignant d'ignorer que cette démarche ne rentre pas dans le cadre défini par la Constitution. « La base de la démocratie, c'est de demander aux gens », précise Sébastien Dell'Era, un des fondateurs de ce collectif. Né après la manifestation d'octobre 2014, ce mouvement se targue de regrouper 11 000 membres sur les réseaux sociaux. Des dizaines de collectifs, dont L'Alsace, Les Alsaciennes unies ou Elsassland nourrissent un « nouveau régionalisme décomplexé », d'après l'appellation de Jean-Marie Woehrling, président du centre culturel alsacien.

Sauvegarder les particularités locales

Engagé dans le mouvement autonomiste depuis l'âge de 14 ans, Serge Neuburger a lancé en 2010 le groupe Elsassland sur le réseau social Facebook



dans les rues de Strasbourg contre la fusion des régions.

– le E d'Elsassland en noir comme un clin d'œil aux Loups noirs, groupe autonomiste alsacien auteur d'attentats dans les années 1980. Il explique ce regain d'intérêt pour l'identité alsacienne par la « chape de plomb posée sur nos parents à cause de la guerre. Il y a trente ans, on nous disait de ne pas parler alsacien trop fort sinon on risquait de se faire remarquer. On rentrait le cou dans les épaules », se souvient-il. Mais aujourd'hui, il constate un changement avec la jeune génération.

Quentin Malherbe, 28 ans, s'est présenté dans le canton de Strasbourg 2 sur la liste Unser Land. Cet homme originaire de Reims vit depuis quatre ans en Alsace et apprend l'alsacien. Pour lui, les jeunes s'engagent dans ce mouvement « pour retrouver ce qu'ils n'ont pas reçu en héritage, souvent de la part de leurs parents qui ne parlaient pas alsacien avec eux. La bonne nouvelle, c'est qu'ils n'ont pas forcément tous les complexes de leurs parents ou grand-parents à ce sujet. »

Serge Neuburger reprend : « On en fait plus maintenant pour l'identité alsacienne que pendant 60 ans. » Avant les élections, il était convaincu qu'« il y aurait un vote contestataire pour les départementales. La question est : quel électorat va-t-on pouvoir piquer ? Avant tout, l'Alsace a besoin de représentativité », assène-t-il. C'est dans cette optique qu'il adhère à la jeune Fédération démocratique alsacienne (FDA).

Eclos en février, celle-ci regroupe 22 formations des partis régionalistes autonomistes, des collectifs militants, des plateformes d'historiens et de défenseurs du bilinguisme. « C'est comme un parti politique mais ça n'en est pas un », insiste le fondateur Jean-Michel Ritter. La FDA va progressivement délivrer des cartes d'adhérent, moyennant 10 euros. L'entrepreneur de Sélestat s'est engagé dans cette fédération comme un chef d'entreprise, en constatant que le mouvement anti-fusion était décousu, sans aucun regroupement d'idées ni projet. « L'une des priorités de la FDA est de sauvegarder le droit local et les intérêts économiques, sociaux et culturels de l'Alsace, explique-t-il. On ne présente pas de candidats, on les aide, pour qu'ils se réunissent, qu'ils soient mis en contact avec d'anciens élus. » La FDA a donné son soutien au parti régionaliste Unser Land. Le candidat qui signe la charte et n'appartient pas à un parti national peut obtenir le label FDA. Il doit également s'engager, s'il est élu, à tenir une réunion mensuelle avec son électorat. « C'est ce qu'on appelle la démocratie participative », assure Jean-Michel Ritter. Car ce mouvement anti-fusion, qui a surpris les partis politiques, est lié au rejet de la centralisation.

Les régionalistes espèrent un vote contestataire

Paul Mumbach, maire de Dannemarie, président de la Fédération démocratique alsacienne et candidat aux départementales dans le canton de Masevaux, prédit que la fusion des régions signera la fin du pluralisme par la disparition des partis régionaux et des indépendants. « C'est un kidnapping du droit du citoyen à voter », s'alarme-t-il. Candidat indépendant, il a reçu le label de la FDA et celui du label Elsass. Il se dit pourtant déçu par ce dernier car des candidats UMP ont aussi reçu cette marque régionaliste. Créé dans la mouvance anti-fusion, le label Elsass est délivré par un comité composé de membres d'associations et de collectifs qui défendent la langue et les particularités alsaciennes. Le président d'honneur est un fervent défenseur de l'alsacien, Henri Goetschy, 88 ans, centriste et figure majeure de la vie politique alsacienne dans les années 1970 et 1980. Joseph Schmittbiel, membre de ce comité, mène le combat contre Paris. « Paris ne défendra jamais l'Alsace. Traditionnellement, les hommes politiques enfument les corps électoraux alsaciens. »

Jean-Michel Ritter, de la FDA, tranche : « Le vote pour un parti autonomiste est un vote de contestation. » Avant les résultats des élections départementales, il était persuadé que le réveil de l'identité alsacienne inciterait les Alsaciens à voter, rendant le taux d'abstention plus faible que dans le reste de la France. Et que le bulletin des candidats indépendants ou autonomistes remplacerait celui du Front national dans les enveloppes glissées dans l'urne. Cependant, aucun de ces vœux n'a été exaucé.

Laurine Personeni et Valérie Schaub

« La question est : quel électorat va-t-on pouvoir piquer ? »

Alsace

Abstention

1^{er} tour : 52,18%

2^e tour : 53,45%



Photos Julien Pruvost et Assata Frauhammer / Cuej

L'attachement à la région s'est réveillé avec les manifestations anti-fusion. Dans les cortèges, nombreuses étaient les femmes arborant la coiffe et la tenue traditionnelles alsaciennes. Les visages étaient maquillés aux couleurs du drapeau alsacien.



Anti-fusion, tu perds ton sang-froid

A plusieurs reprises, journalistes et artistes ont été pris à partie par des militants opposés à la réforme territoriale.

Menaces de mort, commentaires violents et désobligeants, insultes... Depuis le début des manifestations contre la fusion des régions Alsace-Lorraine-Champagne-Ardenne, sur les réseaux sociaux comme sur le terrain, journalistes et artistes ont été parfois confrontés à des propos brutaux ou des interpellations virulentes. Début janvier, la page Facebook de « Elsassland » reproduit un titre du *Républicain lorrain* du 7 janvier 2015 consacré aux menaces de mort proférées à l'encontre de deux élus alsaciens : « *En fait ce sont les soi-disant vrais Journalistes qu'il faut flinguer* », proclame un commentaire, quelques jours avant la tuerie de *Charlie Hebdo*. Un post « liké » une vingtaine de fois avant d'être retiré. France 3 Alsace a reçu plusieurs

messages et commentaires critiquant de façon virulente la présentation des manifestations dans les journaux télévisés. La webTV strasbourgeoise StrasTV a été confrontée au même problème : « *Certains nous ont reproché de les assimiler aux plus radicaux. Mais de l'autre côté, d'autres nous ont accusé de censurer leur discours* », remarque son responsable, Joseph Pasquier. Sur son site, l'Observatoire de la vie politique alsacienne (Ovipal, qui réunit des universitaires strasbourgeois), décrit un dessin publié le 8 janvier 2015 sur la page Facebook de « Elsassland ». Celui-ci représente deux hommes armés et cagoulés brandissant bretzel et saucisse au-dessus d'une pancarte « *Non à l'Alca'ida !!!* », synthèse entre Alca, acronyme de la grande région, et Al-Qaïda.

Roger Siffer, l'animateur historique du théâtre de la Choucrouterie, à Strasbourg, a lui aussi été victime de menaces après avoir annoncé ne pas être opposé à la fusion des régions – au point de ne plus souhaiter s'exprimer sur le sujet. Huguette Dreikaus, humoriste et chroniqueuse à la radio, évoque à son tour des réactions violentes après sa prise de position dans les *Dernières nouvelles d'Alsace* et sur Facebook pour la fusion : « *Ils ont écrit des choses comme "grosse truie" ou, en parlant de Marlyse Riegenstiehl (autre humoriste alsacienne, ndlr) : "Qu'on la tonde et qu'on la mette dans un train pour Nancy". Mais j'ai dit que j'allais porter plainte, et tous les commentaires ont été supprimés. Voyez comme ils sont courageux.* »

Anika Maldacker

C'est la musique qu'on « alsassine »

L'Alsassinée, un plaidoyer contre la fusion des régions, a servi d'hymne lors de la manifestation du 14 mars.

Les mouvements anti-fusion avaient leurs symboles. Ils ont, depuis la mi-mars, un hymne : *L'Alsassinée*, chanté par le Collectif Alsace créé pour l'occasion. On y entend que l'Alsace, « *région de vignes et de raisins* », de « *maisons à colombages* » et de « *gens sans histoires* » a été « *disséminée aux quatre vents* ». Un récit dramatique, véritable plaidoyer contre la fusion des régions qui « *alsassine* » la région, « *écartelée, privée de tout* ». Le tout sur une mélodie qui rappelle furieusement un tube des Enfoirés. Tout s'est fait très vite. Jean-Lin, l'un des chanteurs, n'a été contacté que deux semaines avant la parution du titre. L'auteur des paroles, Thierry Brenner, est un Alsacien exilé en Poitou-Char-

rente. « *Là-bas, il s'est rendu compte de tous les avantages du droit local et des spécificités alsaciennes*, explique Jean-Lin. *Avec le débat sur la fusion des régions, il s'agissait de produire une chanson artistique, de montrer qu'on est attaché aux valeurs de notre région.* »

Publiée deux jours avant la manifestation du 14 mars, dont elle avait vocation à devenir l'hymne, elle a été largement partagée par les groupes autonomistes et régionalistes alsaciens. Hors de ces cercles, moins de succès. La conseillère régionale socialiste Anne-Pernelle Richardot s'est agacée auprès de l'AFP : « *En substance, ce n'est qu'un message de haine. On attise les peurs, on joue sur les fantasmes.* »

De nombreux groupes musicaux alsaciens avaient animé la mani-

festation du 11 octobre, mais on ne les a pas revus par la suite dans les cortèges, par manque de conviction politique. Démarchés par le conseil régional, les Brede-lers ont accepté d'en être : « *C'est le business. Après, mélanger politique et culture, ça n'a jamais fait bon ménage. Il s'agit quand même de ne pas s'aliéner une partie de notre public.* » Sur leur page Facebook, pas la moindre indication de leur présence à la manifestation. Rien non plus sur celles de Kansas of Elsass et des Hopla Guys.

« *Le 11 octobre, pour les groupes, c'était de la com* », lâche Kansas, dans le paysage du rock local depuis les années 1980. « *Et comme par hasard, L'Alsassinée tombe juste avant les départementales...* »

Luana Sarmini-Buonaccorsi et Pierre Lemerle

Les régionalistes se racontent une histoire

Les autonomistes se réapproprient le passé, quitte à prendre des libertés pour justifier leur combat.

Pour légitimer leur projet, les partisans régionalistes alsaciens invoquent les périodes d'indépendance ou d'autonomie de la région. Une récupération difficile, dans une Alsace ballottée entre deux nations au fil du temps. « *La liberté, l'Alsace connaît, ou plutôt connaissait* », déclarait la présidente d'Unser Land, Andrée Munchenbach, lors d'une manifestation à Mulhouse en décembre 2014. Mais la réalité historique de cette liberté est contestée par certains historiens.

Discrédit d'après-guerre

Lors de la défaite française en 1940, une grande partie des régionalistes « *s'est jetée dans les bras des nazis*, explique l'historien strasbourgeois Georges Bischoff. *Ils auraient pu résister, mais ils ne l'ont pas fait.* » Conséquence immédiate d'après-guerre, un discrédit profond touche les mouvements régionalistes d'Alsace. Tout ce qui est allemand devient suspect. L'alsacien disparaît des écoles et le français est imposé dans la sphère publique. Malgré le discours assimilationniste, différents mouvements autonomistes voient le jour au fil des années, tous plus ou moins soupçonnés de germanophilie ou de chauvinisme. Faute



d'identité propre, l'Alsace devient « *la terre classique du chauvinisme* », comme l'écrit Frédéric Hoffet dans sa *Psychanalyse de l'Alsace* (1951). « *Nulle part on ne trouve davantage de ces exaltés pour lesquels la vie tout entière se réduit à une entreprise patriotique.* » Parfois nationalistes franco-français, parfois nostalgiques d'une Alsace germanique.

L'histoire des mouvements autonomistes est pleine de débordements. Le mariage de l'autonomisme avec des courants identitaires est réalisé en 1989, lorsque des anciens du Front national créent « *Alsace d'abord* ». L'entourage d'Unser Land refuse toute assimilation à l'extrême droite. Le parti se réclame d'une

Session de 1903 du Landes-ausschuss qui deviendra en 1911 le Landtag (Parlement d'Alsace-Lorraine).

tradition régionaliste qui serait plus ancienne, liée à la constitution de 1911. « *Après la guerre de 1871, explique Georges Bischoff, les Alsaciens annexés ont estimé qu'un régime d'autonomie leur permettait de se défendre contre l'intégration voulue par la Prusse.* »

L'Alsace finit par obtenir un statut particulier dans l'Empire allemand, avec sa propre Constitution. Aujourd'hui, Andrée Munchenbach prend ce statut comme modèle pour le futur de la région. « *Peut-être que c'était une occasion ratée, mais on ne peut pas dire plus, juge l'historien, sceptique. La Constitution n'a même pas eu la chance d'être mise en œuvre. Il y a eu une seule élection avant la Grande Guerre.* » A la fin de celle-ci, le statut particulier est vite supprimé par la France qui impose la division en deux départements.

Le mythe de la Décapole

Cette politique centraliste crée de profondes rancœurs et alimente les mouvements autonomistes. Lesquels, méfiants à l'égard de la France, feront preuve de faiblesse envers les nazis, jusqu'à collaborer avec eux. Pour éviter ces liens inconfortables, on cherche parfois encore plus loin. Andrée Munchenbach décrit la Décapole, union des villes alsaciennes au Moyen Âge, comme l'âge d'or de l'indépendance régionale. « *Ce ne sont que des anachronismes, contredit George Bischoff. Les villes n'étaient pas libres mais impériales. Elles ont eu des privilèges – ce n'est pas la liberté. Les propos de Madame Munchenbach sont des contre-vérités.* » Une nouvelle génération redécouvre l'identité régionale, sans trop s'embarrasser de la précision historique.

Manuel Fritsch

L'autonomisme de 1871 à l'après-guerre

1871 L'Alsace est rattachée à l'Allemagne et administrée par Berlin.

1911 Constitution, avec un statut de semi-autonomie. Création d'une assemblée législative.

1919 Rattachement à la France et institution des départements. Développement de partis autonomistes.

Années 1930-40 Divergences parmi les autonomistes sur la position par rapport à

l'Allemagne. La Landespartei manifeste des sympathies pro-nazies.

Après 1945 Fin de l'autonomisme politique. Arrestation et condamnation de la plupart des ex-dirigeants autonomistes d'avant-guerre.

1976-1981 Le groupe des Loups noirs, autonomiste, commet plusieurs attentats contre des symboles français en Alsace, comme le dynamitage de la croix de Lorraine du monument du Staufen, à Thann.

Dans le canton d'Ingwiller, Unser Land en terre de mission

UnserLand
1^{er} tour : 13,5%

Retour dans ce fief du parti régionaliste, quatre ans après la démission de son seul élu, dans l'ancien canton de Sarre-Union.

A Ingwiller, Jean-Jacques, gérant du café de la Fontaine, montre fièrement les armoiries alsaciennes qui ornent les vitraux de l'établissement. « Pour une fois, tout le monde était d'accord pour dire qu'on ne voulait pas de la fusion. » Dans un coin de l'établissement, un tas de pétitions et une trentaine de signatures demandant un référendum contre la réforme territoriale. « J'ai accepté de les mettre là parce que je connais Sébastien Baltzer, le candidat Unser Land, il est originaire d'ici. » « J'ai toujours essayé, au niveau du café, de garder une identité bien de chez nous, mais je ne sais pas si les gens en veulent encore, ça se perd », regrette Jean-Jacques. Mais il n'ira pas voter le 22 mars.

« Unser Land et moi, on a le même discours, mais je ne pense pas qu'ils puissent faire quoi que ce soit s'ils sont élus. Ici en France, ce n'est pas comme en Allemagne, les régions n'ont aucun pouvoir », explique-t-il.

Plus assez de force morale pour se battre

Thomas, Anthony et Rachid se disent eux aussi attachés à leur identité locale. Comme de nombreux jeunes du canton, les trois amis comprennent l'alsacien, mais le parlent peu, sauf Rachid. « Ici, même les Turcs parlent alsacien, moi je suis d'origine maghrébine mais je le parle et je le comprends », raconte-t-il. Ouvriers dans le BTP, ils sont

inquiets des conséquences de la réforme, craignent de voir remis en question les jours fériés et les avantages de sécurité sociale permis par le droit local. Mais eux non plus ne déposent pas de bulletin dans l'urne. « Il y en a qui ont encore la force morale de se battre, moi j'en ai marre. Je suis allé manifester à Strasbourg contre la fusion, mais ça sert à rien », regrette Anthony.

Dans le nouveau canton d'Ingwiller, Sébastien Baltzer et Anastasie Leip, candidats du parti régionaliste d'Unser Land, font campagne dans une région marquée par une forte identité locale. En 2011, le parti autonomiste était parvenu à remporter l'ancien canton de Sarre-Union, avant que David Heckel, le >>>



Canton d'Ingwiller

Portrait Nadia Hoog, 44 ans, candidate d'Unser Land dans le canton I de Colmar Engagée contre « le jacobinisme parisien »

BATTUE
1^{er} tour : 16%

Les cheveux grisonnants, le regard bleu, franc et un débit rapide, difficile à suivre. Nadia Hoog, candidate du parti régionaliste Unser Land, se lance dans sa première campagne à 44 ans.

Cette Colmarienne est une hyperactive du milieu associatif. Fascinée par le courage des immigrés, « qui partent de chez eux vers un avenir inconnu », elle s'engage lors de ses études dans une association pour aider les nouveaux arrivants. Depuis, ça n'arrête plus. Militante anti-Fessenheim, administratrice d'un chœur et orchestre alsacien et présidente de l'association périscolaire Kinderstub des parents d'élèves de l'école d'Ingersheim, cette mère de famille cumule les engagements associatifs. Malgré son rôle dans la fondation du parti régionaliste Unser Land

en 2009, elle ne s'imaginait pas participer à une campagne électorale. « Entre mes quatre enfants, mon travail à plein temps d'acheteur dans l'industrie pharmaceutique et mes diverses activités associatives, ça me paraissait compliqué », admet-elle. Il a fallu que le centriste Gérard Cronenberger,



Nadia Hoog, le 14 mars, dans une manif anti-fusion à Strasbourg.

ancien maire d'Ingersheim avec qui elle se présente, la contacte. La Colmarienne ne se serait jamais lancée seule. « Je serais vraiment passée pour un Don Quichotte. » Lors des dernières municipales, elle avait assuré le rôle de mandataire financier pour la liste Modem, « typiquement le truc que personne ne veut faire »

Convaincue que l'Alsacien ne peut être xénophobe du fait de son histoire, elle peste contre le lien fait entre racisme et autonomisme. « Il s'agit juste de prendre des décisions au plus près des citoyens », s'emporte celle qui a lutté pour le droit des immigrés. Partisane d'une démocratie locale, elle s'emporte contre le « jacobinisme parisien » et un « universalisme à la française » qui nierait les spécificités locales. « Les différentes cultures ne s'excluent pas entre elles, au contraire ! » Pour préserver celle

de sa région, elle a instauré trois heures de cours en alsacien dans l'école où elle intervient. Il ne lui reste plus qu'à l'apprendre : « A force de fréquenter les manifestations de Unser Land, ça ne devrait plus tarder », sourit-elle.

Pierre Lemerle

>>> jeune élu, ne démissionne pour des raisons professionnelles. Pour Unser Land, l'enjeu de ces élections est de réussir à convaincre et à mobiliser ces électeurs en colère qui craignent pour la survie de leur identité.

Manque de visibilité

Mais dans les rues et les commerces des deux grandes communes du canton, Sarre-Union et Ingwiller, le parti souffre d'un déficit de visibilité évident. La plupart des gens semblent ignorer l'existence du jeune parti autonomiste, créé en 2009. « On fait campagne comme on peut, on essaye de se faire connaître mais on n'a pas les moyens des autres partis », explique Sébastien Baltzer. Si Unser Land doit convaincre les déçus de la politique, il doit aussi faire face au Front national qui réalise des scores importants dans le canton et surfe lui aussi sur des thèmes identitaires.

Armand, ancien électricien aujourd'hui handicapé, habite les environs de Sarre-Union. Il converse en alsacien avec ses amis, à la terrasse de la brasserie de la Fontaine. « Je suis fier d'être alsacien, et je le resterai, même si je vais partir chercher du boulot ailleurs », affirme-t-il. A Unser Land, il préfère la candidature frontiste. « J'en ai marre des étrangers qui ne parlent pas français et qui ont plus de droits que moi, il faut faire le ménage. »



Au café de la Fontaine à Ingwiller, Jean-Jacques Ruhm, le gérant, avait décidé de ne pas voter le 22 mars, même s'il partage les idées d'Unser Land.

Les autonomistes, qui se présentent comme un parti centriste, craignent d'être confondus avec l'extrême droite.

Concurrence avec le FN

Attablée à la Bonne Table, restaurant de Sarre-Union, Elisabeth discute en alsacien avec les membres de sa famille. « De mon temps, dans les années 1960, on parlait alsacien avant de parler français. Mais à l'époque c'était mal vu. J'ai même des amis d'enfance à qui leurs parents interdisaient de parler alsacien. Aujourd'hui je suis contente et fière de le parler. » Mais elle n'adhère pas pour autant à Unser Land : « J'ai peur qu'ils s'approprient des thèmes du

FN, l'autonomisme c'est un type de discours dépassé, ils vont trop loin, aujourd'hui il faut s'ouvrir, pas se refermer sur soi. » Elle n'est pas la seule à faire le rapprochement avec l'extrême droite.

Cette confusion, qui s'ancre dans l'histoire du mouvement autonomiste alsacien, attriste Sébastien Balzer : « On n'a rien à voir avec le FN et ses idées. On est pour l'identité mais pas identitaire. On présente un candidat alsacien d'origine maghrébine dans un des cantons, moi je travaille à l'étranger, je parle russe, ma femme est ukrainienne, on est un parti ouvert. »

Raphaël Boukandoura
Anika Maldacker

Anika Maldacker/Cuej

Les coiffes s'entêtent

Un grand nœud noir sur la tête, c'est la nouvelle mode parmi les manifestantes contre la fusion des régions. Christelle Baldeck a commencé à porter la coiffe alsacienne traditionnelle en octobre, à l'occasion d'une manifestation à Strasbourg. Elle a continué pour « manifester dans le temps » son attachement à l'Alsace « avec un signe extérieur » et a créé la page Facebook « Alsaciennes unies » pour encourager d'autres femmes à suivre son exemple.

Pendant plusieurs mois, cette secrétaire dans une étude de notaire a mis la coiffe tous les jours : à Sierentz, village du Haut-Rhin où elle habite, au supermarché, au travail, aux réunions publiques. Elle a un peu arrêté pendant le



Virginie Cordier

carnaval – « parce que les gens pensaient que c'est un déguisement ».

Les « Alsaciennes unies » ont aujourd'hui plus de 7500 likes sur Facebook. Selon la fondatrice, « une cinquantaine de femmes en Alsace porte la coiffe régulièrement » et beaucoup plus aux manifestations. La maison Bossert à Strasbourg, seul fabricant des coiffes en Alsace, a été plusieurs fois en rupture de stock. De 30 coiffes par an. « on en vend 50 en trois mois », raconte Anne Wolff, directrice du magasin.

Pour continuer son combat, « mais aussi pour la démocratie », Christelle Baldeck s'est engagée dans la nouvelle Fédération démocratique alsacienne. Et le week-end, ne sort pas sans sa coiffe.

Assata Frauhammer

Le jeune Parti égalité justice, qui se présente comme une formation laïque, épouse les revendications musulmanes.

Dans les rues de Schiltigheim, Fatih Karakaya, président de la fédération du Bas-Rhin du Parti égalité justice (PEJ), n'a besoin ni de carte ni de GPS pour trouver les panneaux électoraux aux bords de la route du Général-de-Gaulle. Candidat dans le canton de Schiltigheim, Fatih Karakaya colle lui-même ses affiches avec son matériel. Le PEJ, né en début d'année, manque de moyens humains et financiers.

Ce petit mouvement est l'une des deux formations présentées comme musulmanes dans ces élections. Si l'Union démocrate des musulmans français (UDMF), à Marseille, fait référence à l'islam dans son nom, ce n'est pas le cas du PEJ qui refuse d'être réduit au facteur religieux. « Nous sommes un parti laïc ouvert à tous », récite Fatih Karakaya. Sur plusieurs points, ses revendications épousent celles de certains musulmans : un jour férié pour l'Aïd, la viande halal dans les cantines scolaires, l'abolition de la loi sur le voile islamique. Fatih Karakaya se défend : « On cible les banlieues, qui sont composées essentiellement de musulmans. »

L'argument ne convainc pas Leila Sihabi. Musulmane engagée dans les manifestations de soutien à Gaza en 2014, elle hésite à militer pour le PEJ. « Sur le fond, je suis d'accord avec ses idées. Par contre, il faut qu'il représente tout le monde et pas seulement les musulmans. Aujourd'hui ce n'est pas le cas, ça me dérange », explique-t-elle. « Nous ne sommes pas sectaires, répond Fatih Karakaya, en référence à la composition essentiellement islamo-turque de son parti. On a construit le projet avec un groupe d'amis mais nous sommes ouverts à tous. » Certain-



Thibault Petit/Cuej

Sa campagne a coûté 600 euros à Fatih Karakaya.

Le PEJ communautaire

nes personnalités, comme Mine Günbay, conseillère municipale PS de Strasbourg, ont accusé le PEJ de communautarisme. « Si on l'entend comme un repli sur soi, non, nous ne sommes pas communautaristes. Mais si c'est soutenir la double culture et la double identité des personnes, alors oui, nous le sommes », revendique Fatih Karakaya.

Plusieurs de ses candidats ont déjà de l'expérience en politique. « A part une exception, au moins

l'un des deux candidats de chaque canton a déjà milité ailleurs par le passé », détaille Fatih Karakaya. Lui-même est passé par le PS et les Verts. A Colmar, Hasan Gözel figurait sur la liste socialiste des municipales 2014 tandis que sa binôme Valérie Kökmen se présentait divers droite. Aujourd'hui, ils espèrent capitaliser sur ceux qui, comme eux, ont été déçus par les partis traditionnels.

Samuel Bleynie et Thibault Petit

Schiltigheim

PEJ

1^{er} tour : 1,9%



Schiltigheim

Portrait Muhammet Cavus, 37 ans, candidat PEJ à Strasbourg 3 « Le PS est devenu une gauche caviar »



Julien Pruvost/Cuej

Le canton de Strasbourg 3, Muhammet Cavus le connaît bien. Habitant de Haute-pierre, il a fréquenté le centre socio-culturel et milité au Cojep, basé dans le quartier des Poteries. Ce salarié en conseil technique ne veut pas faire de la politique son métier et a mis ses activités associatives entre parenthèse le temps de la campagne. A 37 ans, il n'en est pas à ses premiers porte-à-porte après le boulot. Dès la fin des années 1990, il prend sa carte au Parti socialiste et tracte pour Catherine Trautmann. Mais il ne se reconnaît plus dans la politique sociale à la

fois nationale et locale. « Le PS est devenu une gauche caviar qui a une grande part de responsabilité dans la montée du Front national », déplore-t-il. Il dénonce aussi le « deux poids, deux mesures ». D'un côté, on le met en valeur pour donner une image d'ouverture, de l'autre, on lui refuse une progression interne. « Quand vous vivez ça au sein du PS qui se dit de gauche... », soupire-t-il, amer. Il poursuit alors son engagement politique avec le Mouvement citoyen de Strasbourg (MCS) en étant neuvième de la liste menée par Tuncer Saglamer lors des élections municipales de 2014, puis participe à la création du Parti égalité justice (PEJ) avec un groupe d'amis. « Le MCS, c'était un projet local. Le PEJ a des ambitions nationales. »

Samuel Bleynie

Les urnes ont-elles toujours la foi?

Le clivage électoral a longtemps été très marqué en Alsace entre les catholiques, réputés centristes, et les protestants sensibles au vote frontiste. Une distinction qui tend à s'estomper.

En 1995, le Front national a fait une percée remarquable en Alsace lors de l'élection présidentielle, avec 25% des voix, majoritairement écloses sur les terres protestantes, notamment en Alsace bossue. Il a toujours existé un clivage électoral assez marqué entre les confessions dans la région : les catholiques centristes, les protestants gaullistes. Mais pour le géographe Richard Kleinschmager, « les deux confessions ne sont plus des déterminants du vote. La création de l'UMP, en 2002, a parachevé la fusion entre le gaullisme et le centrisme. La pratique religieuse n'a plus la même importance. Le clerc n'a plus la voix qui porte ».

Une hiérarchie établie

Selon l'historien Alfred Wahl, catholiques et protestants ne partagent pas la même vision du monde. « Les catholiques forment une communauté unie et disciplinée avec une hiérarchie bien établie : prêtre, évêque, pape. Les protestants n'ont pas de chef comme le pape. Les croyants pensent par eux-mêmes. » De là à laisser le champ libre aux idées du Front national ? « Le catholicisme a résisté au FN car l'Eglise

« Le catholicisme a résisté au FN car l'Eglise catholique était très présente dans les campagnes. »

catholique était très présente dans les campagnes », analyse Richard Kleinschmager.

Du fait de son histoire, l'Alsace conserve un rapport spécifique à la religion. La loi de 1905, instaurant la séparation de l'Église et de l'État, ne s'applique pas en Alsace-Moselle : les ecclésiastiques restent payés par l'État, des cours de religion sont encore dispensés dans l'enseignement secondaire. Bien que les croyants soient de moins en moins nombreux, les valeurs religieuses se transmettent toujours au sein de la famille alsacienne. Le pasteur Christophe Kocher, qui a officié en Alsace Bossue, affirme que les communautés protestantes restent attachées à la notion d'ordre et de rigueur. « J'ai entendu dire que, pendant la Seconde Guerre mondiale, "il y a eu beaucoup de choses dramatiques mais qu'au moins, il y avait de l'ordre". »

Leurs religieuses se transmettent toujours au sein de la famille alsacienne. Le pasteur Christophe Kocher, qui a officié en Alsace Bossue, affirme que les communautés protestantes restent attachées à la notion d'ordre et de rigueur. « J'ai entendu dire que, pendant la Seconde Guerre mondiale, "il y a eu beaucoup de choses dramatiques mais qu'au moins, il y avait de l'ordre". »

L'IVG, premier choc

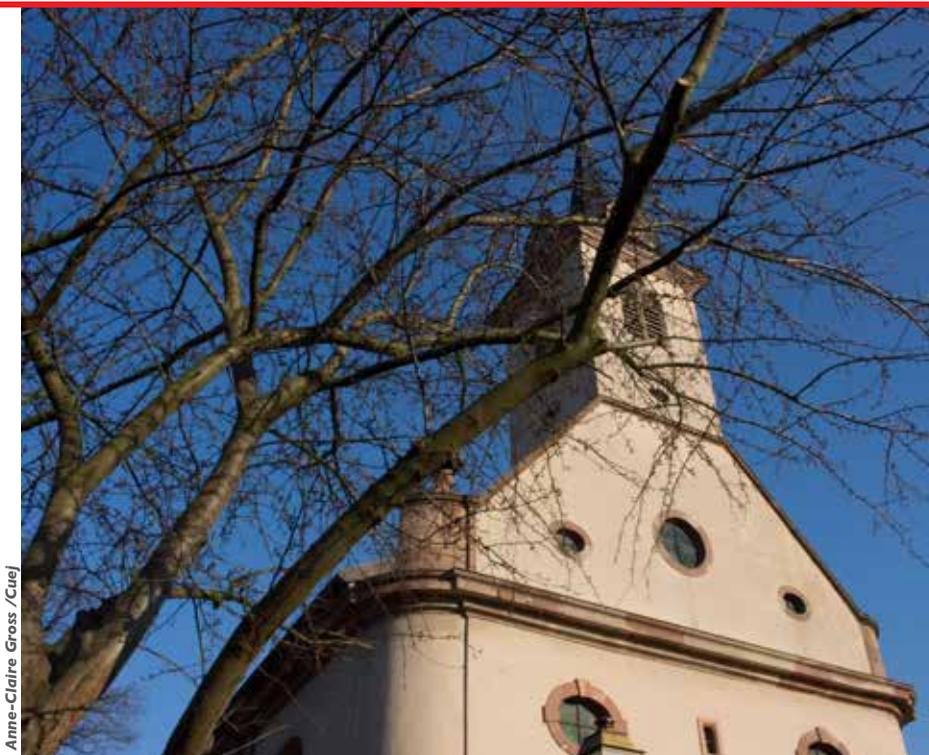
Les sujets de société continuent à avoir un impact sur une partie de l'électorat chrétien. En 1974, la légalisation de l'avortement a été un premier choc pour les électeurs catholiques et protestants.

Pour Bernard Deck, directeur de *L'Ami Hebdo*, un journal chrétien alsacien fondé en 1858, les derniers débats législatifs ont détourné une partie de l'électorat de gauche attaché aux valeurs traditionnelles. « Atteinte à l'embryon, mariage pour tous, euthanasie... Il se crée un mouvement des électeurs vers le centre-droit et la droite », analyse l'éditorialiste. Après la promulgation de la loi autorisant le mariage homosexuel, en 2013, l'Union des Eglises protestantes d'Alsace et de Lorraine (Uépal) a émis l'idée d'instaurer une bénédiction pour les couples de même sexe. Mais les tensions sont vives et faute de consensus, l'Uépal a décidé fin juin 2014 de reporter le débat.

La chaire sans portée

Aujourd'hui, les chercheurs s'accordent à dire que le profil sociologique des électeurs est le premier déterminant du vote, et que le vote FN n'est pas un vote confessionnel. Le pasteur Christophe Kocher estime que « ce qui est raconté sur la chaire le dimanche n'a plus une grande portée. Je pense que le temps où l'église était au milieu du village est révolu ».

Anne-Claire Gross et Maurane Speroni



Anne-Claire Gross / Caej

L'église protestante de Schiltigheim le 11 mars 2015.

A Strasbourg, le FN n'est pas casher

La communauté juive se dit insensible aux appels du pied répétés de Marine Le Pen.

Les premiers rayons de soleil percent l'étroite rue Strauss-Durkheim, à quelques pas de la synagogue de la Paix, à Strasbourg. La petite salle de café de la Paix est pleine de clients. La plupart des hommes attablés portent la kippa, couvre-chef traditionnel des juifs. Quand Maurice Dahan entre dans la brasserie, l'ensemble des clients – ou presque – le salue. Le responsable strasbourgeois du Service de protection de la communauté juive (SPCJ) est connu. « Les gens continuent de vivre normalement, assure le responsable communautaire. Les restaurants et les bars casher sont remplis. »

« Ça me fait rire »

Depuis l'attaque contre l'Hyper-cacher de la porte de Vincennes, le 9 janvier à Paris, les Français de confession juive sont l'objet de beaucoup d'attentions et de discours. Marine Le Pen multiplie les appels du pied en leur direction. Le 1^{er} mars, elle déclarait que les Français juifs « doivent combattre et combattre auprès de ceux qui, précisément, ont été lucides sur ce danger du fondamentalisme et qui proposent de véritables solutions ».

Les juifs de Strasbourg sont-ils séduits par le discours du Front national ? « Ça me fait rire », rétorque simplement Maurice Dahan, inquiet « que l'extrême droite monte dans notre pays ». L'opinion de cette figure communautaire semble largement répandue. Le quartier de la synagogue de la Paix, où résident de nombreux Strasbourgeois juifs, était jusque-là un territoire relativement étanche à la montée du Front national. Dans les

trois bureaux de vote les plus proches de la synagogue, Jean-Luc Schaffhauser, candidat du Rassemblement bleu marine aux municipales de 2014, n'a obtenu que 2,6% des voix exprimées au second tour, contre 8% dans le reste de la ville.

« Rien vu ni entendu »

Le président de la radio strasbourgeoise Judaïca, Patrick Cohen, craint néanmoins un changement de mentalité. « Marine Le Pen se fait le défenseur de la communauté juive contre les "méchants islamistes"(...), ses propos peuvent séduire des membres de la communauté », s'inquiète-t-il, même s'il n'a « jamais rien vu ni entendu ouvertement ».

Dans un éditorial, il s'est attaqué aux propos de Roger Cukierman, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), qui a qualifié Marine Le Pen d'« irréprochable personnellement », sur Europe 1 le 23 février. « C'est hallucinant qu'un responsable de la communication

juive flatte Marine Le Pen », s'indigne Patrick Cohen.

Pour le rabbin strasbourgeois Mendel Sa-

mama, le président du Crif avait pourtant raison de déclarer que « toutes les violences [antisémites] (...) sont commises par des jeunes musulmans ». « Aujourd'hui, le Front national, qui n'est pas fréquentable, ne représente pas la menace principale pour les juifs, renchérit le rabbin. En revanche, certains musulmans représentent une menace. » Se référant au régime nazi, Patrick Cohen prévient, alarmiste : « Les juifs doivent se rappeler qu'ils ne sont jamais bien loin dans la liste. »

Jonathan Klur
et Nicolas Skopinski

La France fermée aux statistiques ethniques

L'interdiction de l'utilisation de données ethno-raciales ou religieuses est ancrée dans la loi française, sauf exception ponctuelle qui existe pour certaines études scientifiques. La loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés indique qu'« il est interdit de traiter des données à caractère personnel qui font apparaître (...) les origines raciales ou ethniques, les options philosophiques, politiques ou religieuses, ou l'appartenance syndicale des personnes, ou qui sont relatives à la santé ou à la vie sexuelle de celles-ci ».

La France s'oppose ainsi à d'autres pays européens, comme l'Allemagne où le référentiel ethnique existe, entre autres, dans le recensement. Le dernier, qui date de 2011, a relevé que 15,3 millions de personnes, soit 19,2% de la population allemande, sont d'origine étrangère. « Obtenir des données fondées sur les migrants permet de comprendre comment notre société est structurée », explique Martin Ratering, attaché de presse à l'Institut de la statistique dans le Bade-Wurtemberg. Une revue sur les statistiques englobant des thématiques allant de la famille jusqu'au commerce est publiée tous les ans. Un chapitre entier y est dédié à la population étrangère.

« Nous avons accès à des données comme la nationalité, l'état familial et la religion, parmi tant d'autres », indique Claudia Mettner, responsable des données régionales à l'Institut national de la statistique en Allemagne, le Destatis.

Le registre central des étrangers est à la source des informations personnelles des immigrants : identité, type de visa et nombre d'expulsions. Plus de 7000 autorisés peuvent se servir de cette base de données.

Alexandra Zevallos-Ortiz

Les six travaux de la loi NOTRe

Troisième volet de la réforme territoriale, l'une des priorités du quinquennat de François Hollande, le projet de loi portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) doit renforcer les compétences des 13 nouvelles régions et des intercommunalités.

Si la loi votée est conforme au projet gouvernemental, la région deviendra le principal gestionnaire des territoires. Les départements, qui devaient disparaître, sont finalement maintenus mais verront leurs attributions diminuer.

Le volet solidarités maintenu

Les départements restent chefs de file dans le domaine de l'action sociale, qui représente 57% de leurs dépenses de fonctionnement en 2010. Une proportion qui augmente d'année en année.

Le Revenu de solidarité active (RSA) constitue la majeure partie des dépenses d'action sociale (28%), suivies des dépenses afférentes aux personnes âgées (26%) avec en particulier la création et la gestion des maisons de retraite et l'attribution de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA). Suivent l'aide à la famille et à l'enfance et les services d'adoption (22%), puis l'hébergement et l'insertion sociale des personnes handicapées (21%).



Transfert de compétences dans le développement et l'aménagement rural

Chef de file du développement économique, la région se voit confier l'élaboration du schéma régional de développement touristique. Celui-ci remplacera les plans régionaux et départementaux actuels. Par convention avec les régions, les départements pourront se voir déléguer la maîtrise d'ouvrage des actions dans le domaine touristique.

Les départements cèdent les compétences qu'ils partagent avec les communes sur la gestion de l'eau, l'assainissement et les déchets, transférées aux intercommunalités d'ici à la fin 2017.

Les départements continuent d'intervenir dans le déploiement des réseaux télécoms (fibre optique notamment), en milieu rural, aux côtés des autres collectivités.



La clause générale de compétence supprimée

La clause générale de compétence autorise une collectivité (commune, département, intercommunalité, région, métropole) à intervenir sur son territoire dans tout domaine où elle le juge nécessaire.

Le vote par les parlementaires de la suppression de cette disposition a vocation à simplifier le mille-feuille territorial.



Loi NOTRe

- Présentée en conseil des ministres le 18 juin 2014
- Adoptée en première lecture avec amendements par le Sénat le 27 janvier 2015
- Adoptée en première lecture avec amendements par l'Assemblée nationale le 10 mars 2015

Des intercommunalités plus grandes

L'une des dispositions de la loi stipule que les communautés de communes doivent réunir un minimum de 20 000 habitants, contre 5000 auparavant. Certaines exceptions sont prévues dans les zones peu peuplées, comme pour les communes de montagne. Cette disposition suscite encore des réticences chez les parlementaires représentant le monde rural.



Les collèges restent à leur place

Alors que le texte de loi initial prévoyait que la gestion des collèges, compétence exclusivement départementale, soit transférée aux régions, les parlementaires ont décidé de laisser les choses en l'état. La construction, l'entretien et l'équipement des collèges restent donc une attribution des départements.



La voirie reste, les transports partent

Les députés ont renoncé à confier la gestion des routes (hors réseau communal) aux régions. Les départements restent compétents sur la voirie, à l'exception de la voirie interurbaine transférée aux métropoles en 2017.

La gestion des transports routiers non urbains et scolaires, jusque-là compétence départementale, sera en revanche transférée aux régions 18 mois après la promulgation de la loi. Le transport spécial des élèves handicapés reste une attribution du département.

